

TABLEAU RECAPITULANT LES MODIFICATIONS APPORTEES AU SCoT ARRETE SUITE A L'ENQUETE PUBLIQUE

15 AVIS PPA ET AUTRES ORGANISMES CONSULTES :

Les avis sont tous favorables, pointant la qualité du dialogue établi entre la CARA et les partenaires ainsi que l'évolution positive du projet. Sans remettre en cause l'économie générale du projet de SCoT, les ¾ de ces avis sont assorties de réserves ou remarques, afin d'apporter des garanties et d'aller plus loin sur certains points.

Principales réserves/remarques :

- Il est demandé de mieux cadrer l'urbanisation future afin d'apporter des garanties en termes de réduction de la consommation foncière et de traduction de la trajectoire ZAN: fixer des densités minimales de logements/ha par niveau d'armature et définir une évolution démographique et en nombre de logements également par niveau d'armature et préciser la méthode pour répartir les surfaces entre les communes.
+ suppression du seuil d'1 ha pour la comptabilisation des ENAF car celle-ci se fera désormais à partir de l'OCSGE, référentiel national qui sera prochainement mis en place.
- + Mieux inciter au rééquilibrage du parc résidences principales/résidences secondaires.
- Mieux prendre en compte l'évolution du trait de côte en anticipant et sans attendre la politique de gestion de l'évolution de la bande côtière.
- Préciser les surfaces pour le développement des infrastructures routières pour la 2^{ème} décennie.

D'autres remarques complètent ses principales observations et ont été examinées.

La CARA est consciente des possibilités d'amélioration du projet de SCoT révisé. Si certaines réserves/remarques pourront être prises en compte avant approbation, pour d'autres, cela demandera un travail pédagogique et de concertation qui ne peut s'inscrire que dans un temps plus long.

La CARA prévoit dans cet objectif :

- la création d'un observatoire avec un bilan annuel de la consommation foncière,
- l'élaboration d'un guide d'accompagnement à destination des communes pour la mise en œuvre du SCoT. Celui-ci sera conçu avec les élus, en collaboration avec les partenaires, courant de l'année 2025,
- le lancement à court terme de la modernisation du SCoT,
- Un bilan à 6 ans dont les conclusions et enseignements alimenteront et étayeront la modernisation du SCoT.

Les renvois notés entre parenthèses correspondent aux pages du dossier arrêté avant mise en page et entre crochets aux pages du dossier mis en page pour approbation.

PPA/Communes	Date de l'avis	Avis/Remarques	Manière dont la CARA souhaite y répondre	Document modifié
Communauté de Communes de la Haute Saintonge	Délibération CC du 5/06/2024 reçu le 10/07/2024	AVIS FAVORABLE		
SNCF Immobilier	13/06/2024	PAS D'AVIS FORMULER. Rappel d'éléments à prendre en compte sur le territoire (3 lignes ferroviaires, servitude T1, 52 passages à niveaux, plans de remise à niveau de la végétation dans les emprises ferroviaires...), notamment dans le cadre de l'élaboration d'un PLU ou lors de l'instruction d'une demande d'autorisation.	Ces points pourront être utilement rappeler dans le rapport de présentation (ajouter partie mobilité et transport). Ils pourront également être introduits dans le futur guide d'accompagnent des communes pour la mise en œuvre du SCoT.	Rapport de présentation : dans le diagnostic territorial (partie III) une partie a été ajoutée sur la mobilité et les transports, entre celles sur l'habitat et les équipements. [TOME 1- III. 4 – pages 123 à 140]
CNPF (Centre National de la propriété Forestière)	20/06/2024	AVIS FAVORABLE sous réserve de prendre en compte les remarques suivantes : - Sur le fond : agrandir les légendes des cartes annexes. - Rapport de présentation : ▪ Page 231 : Le Plan Simple de gestion (PGS) et le CBPS (Code des Bonnes Pratiques Sylvicoles) prévu pour les plus petites surfaces sont des Documents de Gestion Durable à l'échelle des propriétés. Un massif peut avoir plusieurs PSG/CBPS ou ne pas en avoir. Le CNPF suggère la tournure suivante: « Face à cela, la réalisation de documents de gestion durable pour une exploitation cohérente, raisonnée et durable de la forêt devient une priorité pour les acteurs de la propriété forestière privée. Chaque propriété doit être encouragée à se	- Les modifications de rédaction et compléments seront apportées au rapport de présentation comme demandé. - Au niveau du PADD, page 37, il sera souligné que le développement du mix énergétique ne devrait pas se faire au détriment des espaces forestiers, notamment exploités. En effet, le développement photovoltaïque est essentiellement envisagé sur les espaces déjà urbanisés (toiture, parking, friches).	- DOO, cartes annexes : agrandissement de la légende pour améliorer la lisibilité. [Pièce 3-2 cartes annexe au DOO] - Rapport de présentation : dans le diagnostic territorial (partie III), dans la partie activités agricoles et sylvicoles, des compléments et modifications sont apportés pour répondre à ces remarques. (Page 231) [TOME 1-III.8.3.1-page 226]

		<p>doter d'un Document de Gestion Durable # incombera ainsi à tous les propriétaires concernés par un même massif, donc par un même plan simple de gestion, de s'y référer scrupuleusement pour toute exploitation de leurs parcelles. Cette préconisation a le mérite de faciliter la gestion durable des forêts, mais aussi leur exploitation, coordonnée de façon plus logique dans ce cadre.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Des précisions sont apportées sur les documents de gestion durable (DGD), les PSG (Plan de Gestion Simple) et le Code des Bonnes Pratiques Sylvicoles (CBPS). ▪ Il est rappelé que la gestion des forêts privées est assurée dans le cadre du code forestier. Le Schéma Régional de Gestion Sylvicole (SRGS) cadre les orientations sylvicoles en forêt privée. <p>- Au niveau du PADD : Il y a une incompatibilité des orientations liées à l'énergie et à la préservation des forêts. Il serait souhaitable de préciser que les orientations peuvent être antagonistes par exemple : les projets photovoltaïques en forêt. Il ne saurait être toléré de sacrifier des forêts pour des projets ENR. Il serait également mal venu que des mesures compensatoires réduisent des forêts privées à des landes improductives. Pour information, le décret d'application de la loi APER (Accélération de la Production d'Energies Renouvelables) du 8 avril 2024 définit les dernières règles (Décret n° 2024-318 du 8 avril 2024).</p>		<p>- PADD : pas de modification. Explications apportées dans le rapport de présentation, dans les choix retenus pour établir le PADD et le DOO (partie V. 2.9.1-page 512) [TOME 2-V.2.9.1-page 224]</p>
CDPENAF (Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles, naturels et Forestiers)	Commission du 20/06/2024 Avis reçu le 27/06/2024	<p>AVIS FAVORABLE assorti des remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il serait souhaitable d'ajouter des objectifs chiffrés en termes de densité minimale à l'hectare pour le logement. - Il est nécessaire d'encourager les communes à être attentives aux possibilités de développement des activités commerciales et industrielles dans le prolongement de la production agricole dans leur PLU. - Les communes pourront utilement être rappelées à leur obligation de mettre les documents d'urbanisme en conformité avec le SCoT sous 3 ans. 	<ul style="list-style-type: none"> - Densité minimale : les élus, étant donné la disparité des situations selon les communes d'un même niveau d'armature, doute de l'intérêt de fixer un seuil qui pourraient être inefficace pour les communes où les densités sont importantes et mal-vécues pour les communes de densité moindre. C'est d'ailleurs pour cela que les prescriptions 140 à 142 du DOO [P 138 à 140 du DOO] demande à chaque commune dans le cadre de l'élaboration/révision de son PLU de faire une analyse des densités et de fixer une densité supérieure dans les futurs secteur d'urbanisation. Cela ne doit pas se résumer à un chiffre mais être issu d'une réflexion sur des formes urbaines plus compactes, en harmonie avec l'environnement bâti et naturel de chaque commune (thématique du futur guide d'accompagnement des communes pour la mise en œuvre du SCoT.) - Activités économiques en zone agricole : Ces éléments pourront être intégrés dans le futur guide d'accompagnement des communes pour la mise en œuvre du SCoT. - Mise en œuvre du SCoT : la CARA souhaite inciter les communes à mettre en conformité leur document d'urbanisme. Cela sera rappeler dans le rapport de présentation et incité dans le cadre de la réalisation en partenariat d'un guide d'accompagnement des communes pour la mise en œuvre du SCoT. 	<p>- Rapport de présentation : rappel de cette obligation dans le RP – Partie VII – 3- Articulation avec les autres plans et programmes – point 3.4 (page 712 du RP) [TOME 2-VII.3.4-page 390]</p>
Département 17 Direction de l'Environnement et de la Mobilité Service Urbanisme	1/07/2024, reçu le 5/07/2024	<p>AVIS FAVORABLE sous réserve de la prise en compte des remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Voirie départementale</u> : Des moyens et éléments permettant de compléter le diagnostic sont apportés (comptage du trafic, cheminement cyclables, accidentologie, RD 25 classée voie express) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport de présentation : Des améliorations concernant les cartes sont proposées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Voirie départementale : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les éléments de diagnostic complémentaires seront ajoutés pour faciliter la compréhension du contexte local. La carte p 74 est plus un schéma et n'a pas la vocation à définir précisément et exhaustivement le réseau viaire. Son titre sera modifié en conséquence. ▪ L'enveloppe des 9,5 ha sur la 1ère décennie est bien prise en compte dans le projet de SCoT (Cf page 571 du rapport 	<p>Rapport de présentation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le diagnostic territorial (partie III) une partie a été ajoutée sur la mobilité et les transports, entre celles sur l'habitat et les équipements. [TOME 1- III. 4 – pages 123 à 140] - Page 74 : le titre de la carte a été changé. [TOME 1-III.1.3-page 72]

		<p>Le projet de RD 750 à l'entrée de Royan est rappelé avec l'objectif d'améliorer la desserte de la zone d'activités économique de l'Aérodrome ainsi que celle de Belmont 2 à Médis.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ PADD : Concernant les projets de connecter Royan à l'A 10 et de désengorger les circulations sur la frange littorale en éclatant les flux à Saujon : il est précisé que la Direction des Infrastructures du Département n'a pas lancé ces projets. ▪ DOO : Il est précisé que 9,5 ha doivent être alloués aux équipements d'infrastructure sur la période 2020-2030 : 7 ha pour l'entrée de Royan et 2,5 ha pour le contournement de Cozes. Pour la période 2030-2040, il est proposé d'organiser une réunion entre les services du Département et de la CARA. <p>- <u>Environnement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ TVB : proposition d'ajout à la carte page 21 de 3 corridors : <ul style="list-style-type: none"> - Entre les marais de Meschers et le marais de Chaunamoine - entre le marais de Pontailac et le secteur de la Source et du Bois de La Roche - entre les marais arrières-littoraux et l'estuaire de la Gironde. ▪ Espace remarquable : proposition d'ajouter le marais de Pontailac. 	<p>de présentation arrêté et page 274 du tome 2 du dossier pour approbation). Pour la 2ème décennie il est noté la proposition d'une réunion de travail. Pour autant comme mentionné, les projets sont peu avancés et ne devraient pas aboutir sur cette période. Une réserve de 2,5 ha a été allouées sur cette période pour prendre en compte des projets qui surviendraient entre temps.</p> <p>- <u>Sur la partie environnement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les 3 corridors seront ajoutés à la carte. ▪ Concernant la demande d'ajouter le marais de Pontailac comme espace remarquable : après vérification, celui-ci est bien mentionné mais plusieurs couches se superposant, il n'est pas visible sur la carte. Il est proposé de faire une 3ème carte avec seulement les espaces remarquables, terrestres et maritimes. 	<ul style="list-style-type: none"> - EIE : correction effectuées concernant le nom de la route concernée par le classement sonore dans la partie IV – point 4.10 carte (page 445) et dans le texte du rapport de présentation partie VII – point 1.9.1. (page 620) [TOME 2-IV.4.10-page 164 et TOME 2-VII.1.9.1-page 313] - DOO : la carte trame verte et bleue a été modifiée en conséquence (page 21 du DOO) ainsi que le tableau (L19 à L21 ajoutées) [DOO- pages 18 et 20] - Rapport de présentation : dans la partie IV – point 1.3.4, la carte présentant les corridors et éléments de fragmentation a été modifiée en conséquence (page 336) [TOME 2-IV.1.3.4-page 55] - DOO Annexe : revoir la présentation des cartes => jeux de 3 cartes au lieu de 2 pour faciliter la lecture. [cf pièce 3-2, carte 3 en annexe au DOO]
EAU 17	8/07/2024	<p>AVIS FAVORABLE sous réserve de la prise en compte des corrections, remarques et compléments exprimés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte des nouveaux périmètres de protection du captage du Chay : procédure terminée, dossier à actualiser en intégrant le captage et son nouveau périmètre de protection. - Précisions sur l'alimentation en eau du territoire et les travaux envisagés suite à l'adoption du schéma directeur en eau potable en 2018. Il est également précisé le lancement d'une étude prospective destinée à analyser l'équilibre besoins/ressources en eau potable sur l'ensemble du territoire en intégrant les effets du changement climatique. - Rappeler l'ambition de contenir le développement des activités consommatrices d'eau potable, notamment en période estivale. - DOO : Paragraphe 2.3.5 - Engager une véritable stratégie de gestion des eaux de ruissellement et de REUT - Garantir l'alimentation en eau potable au regard de la hausse démographique attendue (page 52) : créer un point spécifique 2.3.6 et des prescriptions et recommandations complémentaires sont proposées : <ul style="list-style-type: none"> • <u>Préconisation 95 - page 53 à compléter</u> : « Les opérations d'aménagement intégrant une production de logements et/ou d'activités, sont subordonnées à l'adéquation entre le nouveau besoin en eau, la 	<ul style="list-style-type: none"> - Les nouveaux périmètres du captage de Le Chay seront intégrés dans le diagnostic du SCoT, sous réserve de la mise à disposition des données SIG. - La préconisation 95 sera complétée comme proposé. - Ajouter les prescriptions et recommandations proposées : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Normalement les périmètres des captages sont intégrés au diagnostic et annexés aux PLU en tant que servitudes d'utilité publique. La prescription demandant d'intégrer les périmètres au plan de zonage pourrait faciliter le travail du service instructeur. Il est décidé d'ajouter une recommandation dans ce sens et de sensibiliser les élus sur ces périmètres et leur réglementation dans le cadre du guide de mise en œuvre du SCoT et de l'accompagnement des communes. ▪ Les autres prescriptions et recommandations reprennent ce qui se fait dans la pratique, elles pourraient être intégrées au futur guide d'accompagnement des communes pour la mise en œuvre du SCoT dans leur PLU. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de présentation : <ul style="list-style-type: none"> ▪ dans l'EIE (partie IV) la carte présentant les périmètres de captage est conservée car cette évolution n'est pas encore prise en compte et téléchargeable sur le site de l'ARS. (page 404) [TOME2-IV-3.5.1-page 121] ▪ Pages 403/404 : mises à jour et compléments apportées + paragraphes 3.5.2, 3.5.3, 3.5.4 et 3.7 (pages 406-407-420). [TOME 2-IV.3-pages 120, 121, 123 et 133] - DOO : modification P n°95 qui est devenue la P 98 dans le dossier pour approbation. Création d'un point spécifique 2.3.6. et basculement du paragraphe sur la valorisation des ressources du sous-sol au point 2.3.3. [DOO-pages 36 à 38] Dans le 2.3.6 une recommandation est ajoutée pour favoriser une meilleure prise en compte des règles de protection des

		<p>production effective du captage desservant la zone concernée et l'autorisation de prélèvement définie dans la DUP, la capacité des ouvrages de stockage et de traitement ainsi que la capacité des réseaux de distribution. Cette analyse tient compte des effets cumulés des différents projets de développement alimentés par le même captage, et des variations estivales des besoins et, dans la mesure du possible, de l'évolution de la ressource au regard du changement climatique. »</p> <ul style="list-style-type: none"> Proposition de prescriptions et recommandations à ajouter. 		captages dans les PLU [R 15 dans le dossier d'approbation]																				
CCI (Chambre de Commerce et d'Industrie)	Courrier du 12/07/2024 Délibération du 24/06/2024	AVIS FAVORABLE																						
INAO (Institut national de l'origine et de la Qualité)	12/07/2024	PAS D'OBJECTIONS à formuler sur ce projet dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOP+-AOC et IGP concernées.																						
Chambre d'Agriculture	16/07/2024 reçu le 22/07/2024	<p>AVIS FAVORABLE assorti de remarques :</p> <ul style="list-style-type: none"> Il est noté avec fort intérêt l'effort important de réduction de la consommation foncière de 58% sur la première période 2021/2030, soit 192 ha qui seront ouverts à l'urbanisation. Cependant, concernant la seconde période du SCoT, de 2031 à 2040, la chambre d'agriculture est très réservée sur les consommations foncières avancées de 174 ha car elles n'engagent pas une réduction de la consommation pour tendre au Zéro Artificialisation Nette et ne lui semble pas correspondre aux objectifs du SRADDET arrêté. Il est proposé de ne pas avoir de seuil de 1 ha, même en zone urbaine, afin de réellement mesurer la consommation foncière et mettre en œuvre le projet politique. Il est demandé que les modalités de gouvernance quant à la répartition communale des surfaces ouvertes à l'urbanisation soient précisées. Il s'étonne que des objectifs de densité en nombre de logements/ha ne soient pas mentionnés dans le SCoT. Résidences secondaires : modération de leur part, quels moyens le SCoT préconise-t-il pour la mise en œuvre de cet objectif dans le SCoT ? Développement économique : la CA relève que l'état des lieux des zones d'activités montre une surface totale de 265,7 ha réparties sur 27 secteurs dans lesquelles les surfaces encore disponibles représentent 14,8 ha, toutes zones d'activités confondues. Cependant, dans les zones de proximité, le bilan indique une disponibilité foncière de 40%, ce qui représente une surface de 23,2 ha et non de 6 ha. Dans ce cas, les extensions envisagées sur 6 zones d'activités nécessiteraient d'être revues à hauteur de 17 ha en réduction d'extension pour rester dans l'enveloppe de consommation foncière. Nous sommes conscients que votre territoire comporte de forts enjeux environnementaux et paysagers. La gestion de ces espaces est importante et leur préservation aussi. Toutefois, nous attirons votre attention sur la traduction de cet enjeu : la « préservation » mentionnée pour de nombreux espaces ne doit pas conduire à interdire les développements des activités agricoles existantes et les projets d'installations dans les espaces qui ne sont pas soumis à des 	<p>- Trajectoire ZAN : Le SCoT fixe un objectif très mesuré en termes de consommation d'Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (ENAF) pour la 1^{ère} décennie. Il constitue une réelle avancée en matière de lutte contre l'étalement urbain. La différence entre les enveloppes des surfaces d'ENAF pour répondre aux besoins du territoire, entre le projet SCoT et celui du SRADDET, est d'environ 10% (35,5 ha).</p> <table border="1"> <tr> <td>Réduction de la :</td> <td colspan="2">SRADDET NA Référentiel 2011-2021 = 434* ha (évolution réglementaire et doctrine nationale)</td> <td colspan="2">SCoT de la CARA Référentiel 2011-2020 = 457 ha</td> </tr> <tr> <td>consommation foncière 2021-2031</td> <td>-55 % par rapport à 2011-2021</td> <td>195 ha</td> <td>-58 % / à 2011-2021</td> <td>192 ha</td> </tr> <tr> <td>de l'artificialisation des sols 2031-2041</td> <td>- 30 % par rapport à 2021-2031</td> <td>136,5 ha</td> <td>-62% / à 2011-2021</td> <td>174 ha</td> </tr> <tr> <td>TOTAL 2021-2041</td> <td></td> <td>331,5 ha</td> <td></td> <td>366 ha</td> </tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> La réduction des surfaces pour le développement résidentiel entre les deux décennies n'est pas significative car les enjeux pour rajeunir la population et développer la mixité sociale sont forts. Il faudra la durée du SCoT pour sortir de la carence en terme de logements locatifs, et pour les logements locatifs dits sociaux notamment. En effet, le nombre de logements à produire en résidence principale le temps du SCoT est sensiblement équivalent au nombre de logements sociaux à produire pour les communes carencées. En outre rééquilibrer le parc résidence principale/résidence secondaire et rajeunir la population est un processus qui s'inscrit dans la durée. Ainsi le SCoT est une première étape vers la trajectoire ZAN prenant en compte les enjeux de productions de logements sociaux et ceux liés aux territoires touristiques (résidences secondaires). Ces rééquilibrages sur 2021-2040 devraient permettre à la collectivité d'être plus ambitieux pour 2041-2050. Afin de s'assurer du bon respect des règles de consommation foncière, la collectivité va mettre en place un observatoire, des tableaux de bords de la construction trimestriel à destination des 	Réduction de la :	SRADDET NA Référentiel 2011-2021 = 434* ha (évolution réglementaire et doctrine nationale)		SCoT de la CARA Référentiel 2011-2020 = 457 ha		consommation foncière 2021-2031	-55 % par rapport à 2011-2021	195 ha	-58 % / à 2011-2021	192 ha	de l'artificialisation des sols 2031-2041	- 30 % par rapport à 2021-2031	136,5 ha	-62% / à 2011-2021	174 ha	TOTAL 2021-2041		331,5 ha		366 ha	
Réduction de la :	SRADDET NA Référentiel 2011-2021 = 434* ha (évolution réglementaire et doctrine nationale)		SCoT de la CARA Référentiel 2011-2020 = 457 ha																					
consommation foncière 2021-2031	-55 % par rapport à 2011-2021	195 ha	-58 % / à 2011-2021	192 ha																				
de l'artificialisation des sols 2031-2041	- 30 % par rapport à 2021-2031	136,5 ha	-62% / à 2011-2021	174 ha																				
TOTAL 2021-2041		331,5 ha		366 ha																				

	<p>règlementations fortes, si c'est la seule possibilité de développement envisageable pour ces activités économiques. Ainsi, au lieu d'interdire systématiquement l'implantation des constructions agricoles, dans les situations ou des solutions d'évitements ne sont pas possibles, le développement de ces activités agricoles est à mettre en œuvre avec des prescriptions d'intégration paysagère conduisant à préserver les qualités de votre territoire et ses atouts économiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La qualité et l'attractivité de votre territoire conduisent à un développement des mobilités douces, notamment des pistes cyclables. Leur développement nécessite d'être conduit en concertation avec les activités agricoles. Nous souhaitons également que ces aménagements, lorsqu'ils sont réalisés sur des espaces agricoles, soient identifiées dans la consommation foncière. - Il est rappelé la Charte Agriculture, Urbanisme et territoire, notamment dans le cadre de l'objectif de protéger le patrimoine bâti. - Pratiques agricoles économes en eau : Le SCOT indique qu'une « attention particulière doit être portée aux différents usages des sols, notamment à des fins agricoles, qui devraient être compatibles avec les enjeux de protection de la qualité de l'eau (Agriculture Biologique, cultures Bas Niveau d'Intrants, alternatives aux pesticides, ...) ». Cette liste est très ciblée, ce qui laisse penser que seules celles citées permettraient de répondre aux attentes. Il s'agit pour nous d'une recommandation générale, sans viser un type d'agriculture, notamment parce qu'il n'est pas du rôle du SCOT de cibler des pratiques agricoles. Concernant ces enjeux eaux, le DOO pourrait s'appuyer sur le PTGE en cours. - Concernant le développement de la méthanisation, il serait également important de mentionner qu'elle peut aussi valoriser des cultures intermédiaires (sans concurrence avec la production alimentaire) afin d'améliorer leurs rôles de piège à nitrates et de production de carbone renouvelable. - Les dispositifs de production d'énergie photovoltaïque au sol sont interdits dans les réservoirs de biodiversités identifiés au sein de la trame verte et bleue. Ces interdictions concernent-elles également les projets agrivoltaïques ? il nous semble nécessaire d'avoir une référence au décret n° 2024-318 du 8 avril 2024 précisant les conditions d'implantation des projets. - L'amélioration des infrastructures routières nous semblent être à préciser notamment dans leur localisation, et leur surface d'emprise notamment sur des espaces agricoles. En effet, ces éléments pouvant consommer de l'espace agricole, comment seront-ils pris en compte dans l'artificialisation ? - Le projet préconise la constitution des zones tampons entre espaces urbanisés et espaces agricoles. Ces zones tampons doivent être créées sur l'espace urbanisé et non sur l'espace agricole de manière systématique. 	<p>communes et un point annuel de la consommation foncière. Lors d'un bilan ou dans le cadre de la modernisation du SCoT qui devra être prochainement lancée, un réajustement pourra être fait si cela apparaît nécessaire. Celui-ci pourra se faire en prenant en compte les évolutions réglementaires attendues sur l'application de la loi Climat et résilience concernant la réduction de l'artificialisation des sols pour la période 2031-2040.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Seuil d'1 ha : Aujourd'hui, un outil national commun est en train d'être mis en place pour mesurer la consommation effective d'ENAF ainsi que l'artificialisation. C'est l'OCSGE. Cet outil qui sera prochainement la référence, ne retient pas la notion surfacique des 1 ha. La maille d'observation sera plus resserrée. Aussi, si le seuil d'1 ha est maintenu, il sera sans effet sur la mesure effective de la consommation d'ENAF et l'artificialisation entre 2021 et 2030 et entre 2031 et 2040. Il est proposé de retirer ce seuil d'1 ha du DOO. - La définition de l'enveloppe urbaine et le décompte des ENAF fera l'objet d'une attention particulière dans le guide de mise en œuvre du SCoT à destination des communes. - Les modalités de gouvernance quant à la répartition communale pourraient être intégrées au DOO comme mentionnées dans la partie VI-2-1.2 (page 566) - Densité logements/ha : cette remarque rejoint celle d'autres organismes qui demandent que soit fixé une densité minimale au moins par niveaux d'armature. => Voir réponse CDPENAF ci-dessus. - Résidences secondaires : Peu voire pas d'outils existent à ce jour pour contrôler, du point de vue du droit de l'urbanisme, la production des résidences secondaires, ce qui rend compliqué la mise en place de prescriptions allant dans ce sens. Les élus se sentent démunies. Beaucoup de communes ont majoré la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. La meilleure façon aujourd'hui de s'assurer qu'un logement reste une résidence principale est qu'il fasse partie du parc résidentiel social. Le SCoT accompagne les communes carencées en logements sociaux pour le développement de ce parc ; ce qui va concourir à favoriser le développement du parc habité toute l'année. Le bilan du SCoT et du PLH nous permettra de voir si cette volonté traduite dans les PLU notamment par des emplacements réservés pour des opérations de logements sociaux, couplée à une stratégie foncière en collaboration avec l'EPFNA, permettent bien d'initier un rééquilibrage entre résidences secondaires et résidences principales. Si cela n'est pas le cas, des réajustements seront à prévoir dans le cadre de l'évolution du SCoT. - Développement économique : les chiffres doivent être vérifiés et mis en cohérence. La différence vient du fait que selon les paragraphes du SCoT, on parle de surface libre à la commercialisation à l'intérieur des ZAE ou d'espace NAF qui seront consommés si les ZAE se concrétisent sur leur périmètre déjà défini mais pas encore aménagé. Ces surfaces sont comptabilisées à part des possibilités d'extension des 6 zones existantes ou à créer. La rédaction sera précisée pour éviter les confusions. <p>- Enjeux environnementaux/agriculture : une relecture du DOO sera faite pour voir si la rédaction peut être assouplies dans ce sens. Cette réflexion sera à intégrer au futur guide d'accompagnement des communes à la mise en œuvre du SCoT.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - DOO : suppression de la notion d'1ha, et décompte des ENAF (Partie I 2.1- page 33). [DOO-I.2.1-page 23] - DOO : une prescription est ajoutée à la fin de la partie 2.1, reprenant les explications du RP, partie VI-2.1.2. [DOO-I.2.1-page 27-P 34] - Précisions apportées : Rapport de présentation : <ul style="list-style-type: none"> ▪ partie III – 5.3 (page 170) [TOME 1-III.6.3-page 176] ▪ partie V – 2.7.1 (page 508) [TOME 2-V.2.7.1-page 221] ▪ partie VI – 2.1.3 (page 568-569) [TOME 2-VI.2.1.3-pages 272-273] DOO : Précisions apportées partie II – 8.1.1. [DOO-pages 80 et 81] - Pas de modifications effectuées.
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

			<ul style="list-style-type: none"> - Objectif de protection du patrimoine bâti : le lien avec la charte en cours de modification est déjà rappeler dans le RP partie V-2.3. Il sera également rappelé dans le futur guide d'accompagnement des communes, notamment par rapport au changement de destination, afin de s'assurer que cela n'ira pas à l'encontre de la pérennité d'une exploitation agricole. - Pratiques agricoles économes en eau : il est effectivement intéressant de faire le lien avec le PTGE (Projet de Territoire pour la Gestion l'Eau) - Méthanisation : rédaction à faire évoluer. - Photovoltaïsme et agrivoltaïsme : La rédaction des P 252 et 107 sera modifiée (hors agrivoltaïsme...) La référence au décret n° 2024-318 du 8 avril 2024 pourra être utilement ajoutée. - Infrastructures routières : pour la 1^{ère} décennie les projets sont définis. A préciser pour la 2^{ème} décennie => Remarque qui rejoint celle du Département et la réponse faite ci-dessus. - Zone tampon : Cette notion sera explicitée et intégrée dans le futur guide d'accompagnement des communes afin de s'assurer qu'elles seront bien aménagées sur l'espace bâti et non agricole. Celui-ci aura vocation à servir de base aux OAP des PLU. 	<ul style="list-style-type: none"> - DOO : <ul style="list-style-type: none"> ▪ La P 93 est modifiée : la fin de la phrase entre parenthèses est supprimée. [P 96] ▪ P 98 : une référence au PTGE est introduite [P 101] ▪ P108 sur la méthanisation : ajout des cultures intermédiaires + complément dans le texte introductif. [109] ▪ P 107 photovoltaïsme et agrivoltaïsme : ajout de la mention au décret du 8 avril 2024 [P 108]
Région nouvelle Aquitaine	16/07/2024	<p>AVIS FAVORABLE assorti de 2 réserves et d'observations et recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>1ère réserve</u> : elle porte sur les conditions d'une bonne mise en œuvre de la trajectoire de sobriété foncière affirmée par le document. <ul style="list-style-type: none"> ▪ En déclinant des objectifs chiffrés, au minimum par niveau d'armature, concernant : <ol style="list-style-type: none"> 1. L'accueil de la population et la programmation en logements. Ainsi, cette sectorisation permettrait d'appuyer et renforcer le poids relatif des pôles de l'armature. En l'absence d'objectifs chiffrés, il n'est pas possible d'apprécier si la programmation foncière contribue effectivement au confortement de l'armature, ni d'évaluer le niveau de densité envisagé 2. La densité moyenne minimale de logements. Sans uniformiser, des objectifs chiffrés viendraient plutôt poser un seuil minimal permettant d'éviter, dans les secteurs peu denses notamment, une reproduction quasi-identique aux formes passées. Alors que la compétence d'élaboration des documents d'urbanisme reste à ce jour communale, au sein de la CARA, cette précision apparaît indispensable à l'effectivité du SCoT. ▪ En s'engageant dans une trajectoire post 2031 plus ambitieuse afin de mieux préserver la qualité de vie, la souveraineté alimentaire, la ressource en eau et les capacités d'adaptation au changement climatique du territoire. Les besoins identifiés pour l'habitat (142,5 ha) pourraient être plus contenus sur la décennie 2031-2040 en réévaluant les formes urbaines et les densités et en maîtrisant plus fortement le développement des résidences secondaires. - <u>2ème réserve</u> porte sur la stratégie d'adaptation et de prévention à l'élévation du niveau de la mer qui mériterait d'être plus affirmée sur ce territoire particulièrement concerné par les conséquences des dérèglements climatiques. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le SCoT, parce qu'il est directement opposable aux documents d'urbanisme locaux et qu'il est l'outil 	<ul style="list-style-type: none"> - Déclinaison des objectifs chiffrés en termes d'habitants et de logements territorialisés : Cette demande revient dans plusieurs avis. Pour aller plus loin sans se précipiter par rapport au Programme Local de l'Habitat (PLH) et tout en prenant en considération les remarques des élus communaux, des valeurs de références pourraient être utilement intégrées dans le futur guide d'accompagnement pour la mise en œuvre du SCoT ainsi que des points méthodologiques et des exemples. Ces éléments pourront être intégrés, réajustés si besoin, et complétés après approbation du PLH, lors de la modernisation du SCoT que la CARA souhaite lancer prochainement. - Résidences secondaires : conférer la réponse faite à la CA ci-dessus. Il n'est pas jugé opportun de transformer la recommandation 6 en prescription. Concernant les chiffres, des précisions seront apportées notamment dans le RP dans la partie III – Diagnostic territorial. - Outils et mesures pour diversifier la taille et les typologies des logements : ces points sont en cours de réflexion dans le cadre de l'élaboration du PLH. Conférer la réponse faite précédemment concernant les objectifs chiffrés territorialisés. - Limiter l'urbanisme linéaire sans l'interdire : afin de mieux cadrer la limitation de l'urbanisme linéaire et le mitage, la formulation de la P 56 sera légèrement revue. - Pérennité des activités agricoles, ostréicoles ou aquacoles : la prescription 242 sera maintenue dans sa rédaction afin d'apporter une souplesse entre préservation et développement. Par contre, la diversification de l'activité agricole, notamment pour de l'hébergement, sera un des points à aborder dans le cadre du guide de mise en œuvre du SCoT pour limiter les risques potentiels associés. - Développement commerciales : les possibilités de dérogations encadrées par le SCoT pourront faire l'objet d'un travail pédagogique avec les élus mais également les partenaires économiques afin de s'assurer qu'elles ne remettent pas en cause la stratégie commerciale retenue. - Densité moyenne minimale : Les prescriptions 140 à 142 du DOO [P 138 à 140 du DOO] demandent à chaque commune dans le cadre de l'élaboration/révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) de 	<ul style="list-style-type: none"> - RP : Complément à la partie III – Diagnostic territorial 3.2 (page 11 [TOME 1-III.3.2-pages 107 et 108] - DOO : <ul style="list-style-type: none"> ▪ P 56 reformulée. [P 57]

	<p>pertinent pour porter une réflexion complète d'aménagement du territoire intégrant les risques et les enjeux climatiques à long terme, devrait ainsi proposer des projections, des objectifs et orientations cadres, tout en laissant le soin à la SLGBC de prévoir des mesures plus détaillées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Autres recommandations ou ajustements</u> : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sobriété foncière : Préciser les actions prévues pour maîtriser efficacement la captation du parc de logements par les résidences secondaires et renforcer la recommandation R6 en la transformant en prescription. Aussi, dans les prospectives globales de production de logements, les orientations pourraient être potentiellement réinterrogées, en visant une réduction plus marquée du parc capté par les résidences secondaires. Expliciter, à des fins de pédagogie, les outils et mesures à déployer dans les PLU pour favoriser la production de logements sociaux. Envisager une écriture plus ambitieuse pour les prescriptions relatives à la limitation de l'urbanisme linéaire et du mitage. Cela participerait à réduire la consommation d'espaces et l'étalement urbain, à préserver les paysages et à renforcer la proximité aux services, tout en maîtrisant mieux les mobilités. ▪ Climat, eau, qualité de l'air et de l'énergie : Faciliter, par l'intégration paysagère, la mise en place d'unités de production d'énergie renouvelable en solaire thermique et/ou photovoltaïque dans les zones d'activités (prescriptions 62 et 63). Transformer en prescription l'opportune recommandation 14 relative aux performances énergétiques renforcées des nouvelles opérations. La Région recommande de compléter la P 254 par un volet qualitatif prenant en compte l'assainissement et la gestion des eaux pluviales. La Région recommande de transformer en prescription l'opportune recommandation 42 relative à la démarche « Aménagement Durable des Plages », et de renforcer l'attention portée par le SCoT à l'enjeu du logement des travailleurs saisonniers. ▪ Biodiversité, paysage prévention et gestion des déchets : Définir les corridors à restaurer ou à créer. La prescription 23 mériterait d'être précisée car elle peut laisser sous-entendre que la protection des haies dépend des enjeux d'urbanisation. La Région recommande leur protection quel que soit le type d'usage envisagé. Le DOO gagnerait à afficher les principales dispositions du futur PLPDMA, ou a minima, à y faire référence. 	<p>faire une analyse des densités et de fixer une densité supérieure dans les futurs secteur d'urbanisation. Cela ne doit pas se résumer à un chiffre mais être issu d'une réflexion sur des formes urbaines plus compactes, en harmonie avec l'environnement bâti et naturel de chaque commune (thématique du futur guide d'accompagnement des communes pour la mise en œuvre du SCoT qui sera élaboré en 2025).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sobriété foncière : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Concernant la trajectoire ZAN : conférer la réponse faite à la CA ci-dessus. ▪ Afin de limiter la consommation foncière et d'optimiser les espaces déjà urbanisées, les prescriptions (P) P 136 à P 139 [P 134 à 135] permettent de cadrer l'élaboration des futurs documents d'urbanisme communaux. ▪ La collectivité envisage avec la mise en place d'un observatoire, un bilan annuel de la consommation foncière (tableaux de bord trimestriels à destination des communes...) afin de s'assurer du bon respect des règles de consommation foncière. Lors d'un bilan et/ou dans le cadre de la modernisation du SCoT qui devra être prochainement lancée, un réajustement pourra être fait si cela apparaît nécessaire. Celui-ci pourra se faire en prenant en compte les évolutions réglementaires attendues sur l'application de la loi Climat et résilience notamment concernant la trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols pour la période 2031-2040. - Stratégie d'adaptation à l'élévation du niveau de la mer : cette demande revient dans plusieurs avis, notamment ceux de la DDTM et de la MRAe. Le diagnostic sera complété par des éléments sur l'évolution du trait de côte et la réflexion entamée par la CARA intégrée au Scot. - Climat, eau, qualité de l'air et de l'énergie : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Energie renouvelable : les prescriptions 62 et 63 sont en lien avec les prescriptions 103, 106 et la recommandation 34. La rédaction de la P 106 sera sensiblement modifiée pour appuyer davantage la mises en place d'unités de production d'ENR solaire dans les zones d'activités. ▪ Risque de retrait-gonflement des argiles : les prescriptions 65 et 66 concernent tous les risques et nuisances connues. Les aléas de retrait-gonflement des argiles en font partie, cela sera précisé dans le texte introductif du paragraphe partie I-2.3.2. ▪ P 254 : des compléments dans ce sens seront apportés. ▪ Transformation de la R 42 : à laisser en recommandation et basculer la P 286 en recommandation (sujet identique). ▪ Transformation de la R 14 en Prescription : les élus souhaitent la conserver en recommandation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Stratégie d'adaptation à l'élévation du niveau de la mer, évolution des stations littorales et conciliation activités littorales et préservation de l'environnement : <ul style="list-style-type: none"> ▪ RP : actualisation des données dans la partie III – 6.1.1 (page 178), la partie IV – EIE-2.4.9+4.4 + paragraphe sur la SLBC (pages 386 et 434) [Tome 1-III.7.1.1-page 185] [TOME 2-IV.2.4.10 et 4.4 pages 105, 148 et 149] ▪ PADD : p 39 1^{er} tiret complété ▪ DOO : évolution du titre partie I-2.3.2, actualisation de la prescription 74 + ajout de 2 autres prescriptions [75 et P 76] concernant l'intégration des connaissances liées à l'érosion dans les PLU et concernant les réflexions en cours d'actions de relocalisation. Prescriptions 282/283 : les impacts de l'érosion côtière sont ajoutés à leur rédaction (pages 151 et 152). [DOO-P 272 et P 273-page 105] Prescription 286 (page 152): précisions apportées à mettre en recommandation comme la R 42 similaire (page 158). [DOO-R 57 et R 59-pages 105 et 110] Recommandation 42 [R 59] : reformulation mais conservation en recommandation. Partie III-13 : il est ajouté la référence à l'article L121-19 permettant de porter à plus de 100 mètres la bande littorale
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

				<p>lorsque des motifs liés à la sensibilité des milieux le justifient et pour prendre en compte la projection du recul du trait de côte à l'horizon 30 ans. [DOO-III.13-page 120]</p> <ul style="list-style-type: none"> - DOO : énergie renouvelable lien entre les P 103, 106 et la R 34 noté. En outre, la P 106 est complétée. [DOO-P 105, P 107 et R 49] - DOO : les aléas de retrait-gonflement des argiles sont ajoutés dans le texte introductif de la partie I – point 2.3.2 (page 45) [DOO-I.2.3.2-page 32] - DOO : Prescription 254 complétée. [DOO-P244] - Biodiversité, paysage prévention et gestion des déchets : DOO : <ul style="list-style-type: none"> ▪ P13 (page 24) est complétée [page 20] ▪ P 23 (page 28) reformulée [page 22] ▪ Partie II-point 5.4 (page 89) : La référence au PLPDMA est ajoutée [page 61]
Préfet/DDTM	17/07/2024	<p>AVIS FAVORABLE assorti de remarques à prendre en considération :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'analyse de ce nouveau document révèle une nette amélioration sur les points qui avaient amenés l'Etat à formuler un avis défavorable sur le 1^{er} projet, en particulier sur l'analyse de la consommation foncière et les objectifs qui en découlent. - Sur la forme, le dossier comprend l'ensemble des pièces attendues en application des textes en vigueur. Le document est agencé de manière claire et présente des données actualisées et relativement exhaustives. - Sur le fond, le SCoT fixe un objectif très mesuré en termes de consommation foncière pour la première période décennale. Il constitue en cela une réelle avancée en matière de lutte contre l'étalement urbain et de gestion économe de l'espace en comparaison du précédent projet arrêté. - La mesure de la consommation effective d'espaces naturels, agricoles ou forestiers (ENAF) s'opère aujourd'hui via un outil national commun : l'OCSGE. Cet outil a une maille d'observation resserrée. Ainsi la mesure de la consommation d'ENAF prévue par le SCoT au-delà d'un seuil de 1 ha uniquement ne pourra pas être retenue. - Afin de lutter contre l'étalement urbain, le SCoT intègre une étude des besoins concernant l'activité économique qui est une avancée significative par rapport au document de 2019. S'agissant de l'habitat, le document pourrait préciser des valeurs cibles ou détailler une méthode de répartition d'objectifs de densités en fonction de l'armature urbaine du territoire et objectiver les besoins en aménagements liés au tourisme. - Concernant les perspectives de développement démographique, la méthodologie pour quantifier les besoins en matière d'accueil de nouvelles populations mériterait d'être expliquée. L'objectif qui en découle, en lien avec les ambitions de production de logements, correspondrait en l'état à un taux d'occupation de moins de 1 personne par 	<p>Les remarques formulées font échos à celles émises par les autres services, notamment la CA, la Région et la MRAe.</p> <p>Certains points méritent d'être précisés avant approbation. D'autres pourront être explicités dans la cadre de l'élaboration d'un guide d'accompagnement à destination des communes pour la mise en œuvre du SCoT.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Seuil d'1 ha : cf réponse faite à ce sujet à la CA ci-dessus. - Intégration des indices ou des orientations permettant globalement d'avoir une idée de la répartition pressentie de la répartition de l'enveloppe foncière : cf réponse faite à la CA ci-dessus. - S'agissant de la densité, comme répondu à une demande similaire de la part de Région, des valeurs cibles ou de références pourraient être utilement intégrées dans le futur guide d'accompagnement pour la mise en œuvre du SCoT ainsi que des points méthodologiques et des exemples. - Pour le tourisme : des compléments ont été apportés notamment reprenant les démarche Aménagement Durable des Stations (cf réponse faite à la Région ci-dessus) - Objectifs chiffrés : le rapport de présentation pourra utilement être complété dans ce sens, notamment par rapport à l'utilisation d'Otelo. Le calcul amenant à dire que les ambitions de production de logements, correspondraient en l'état à un taux d'occupation de moins de 1 personne par logement questionne, car l'objectif affiché est 1,7 personnes/ménage. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de présentation : compléments apportés pour expliciter la traduction en nombre de logements – méthode Otelo, dans la partie V – point 2.2.1 (page 495) [TOME 2-V.2.2.1-page 212]

		<p>logement. En outre, compte tenu des enjeux de pression foncière, il aurait été intéressant que le SCoT soit plus incitatif en la matière de rééquilibrage résidence principale/résidence secondaire, en prévoyant des prescriptions.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le SCoT arrêté renvoie pour plusieurs parties aux dispositions du futur PLH. Il serait opportun, lorsque la réflexion sur le PLH sera aboutie, de réinterroger le SCoT sur ses orientations en injectant, dans ce document, des éléments plus précis sur les enjeux en matière d'habitat, d'autant que les périodes de référence pour les SCoT (20 ans) et pour les PLH (6 ans) diffèrent. - La loi Littoral est bien intégrée par le SCoT, qui comporte l'identification de ses espaces avec des critères de définition et la liste des agglomérations et villages, des secteurs déjà urbanisés, des coupures d'urbanisation, etc. Quelques remarques figurent dans l'avis en annexe : <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'urbanisation sur le secteur nord-ouest de Jaffe à Saint-Sulpice de Royan paraît claire. Les lieux-dits « Chez Boisseau », « Le Rigaleau » et « Le Coureau » sont des secteurs d'urbanisation diffuse qu'il conviendrait de retirer de l'espace urbanisé. ▪ Une analyse globale des zones d'activités économiques est attendue pour justifier leur classement en agglomération. ▪ La notion de « hameaux nouveaux intégrés à l'environnement », a été supprimée par la loi ELAN, la rédaction sur ce point dans le rapport de présentation sera à reprendre. ▪ La coupure d'urbanisation C6 à Chaillevette est définie dans le DOO comme se situant entre le bourg principal et le « SDU du fer à cheval ». Or, cette rédaction est inexacte puisque le secteur du fer à cheval n'est pas un SDU mais un secteur d'urbanisation diffuse (voir 3.1). Si l'objectif est de ne pas étendre le bourg en direction du secteur du fer à cheval alors la rédaction doit être modifiée et la coupure entre Chaillevette et Breuillet renforcée. ▪ La coupure d'urbanisation C16 entre La Palmyre et Les Mathes devra être précisée. La coupure doit faire mention de l'hippodrome de La Palmyre, qui ne peut être considéré comme un espace faisant partie du village de La Palmyre. Des constructions diffuses se situent dans cette coupure (campings, centre équestre/cabaret etc.) Le rappel que ces constructions éparses ne pourront faire l'objet d'une extension de l'urbanisation doit être mentionné pour plus de sécurité juridique vis-à-vis du futur document d'urbanisme de la commune des Mathes-La Palmyre. ▪ La DDTM précise qu'aucun camping ne peut être créé en secteur d'urbanisation diffuse. S'agissant des campings existants, ils ne sont pas considérés comme des secteurs pouvant être qualifiés d'agglomération ou de villages existants sauf s'ils sont eux-mêmes intégrés à une agglomération ou un village déjà existant au sens de la loi Littoral. Cela mériterait d'être précisé dans le rapport de présentation dont la rédaction n'est pas très claire à ce sujet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Résidence secondaire : voir la réponse faite à la CA (ci-dessus) et à la Région. - PLH : comme explicité précédemment (cf réponse CA et Région ci-dessus), l'approbation du SCoT n'est pas une fin en soi, mais le début d'un cheminement commun qui est voué à évoluer, notamment lorsque le PLH sera approuvé début 2025. - Le dossier, notamment la carte Loi Littoral sera revue en conséquence : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les cartes annexes au DOO seront modifiées sur la commune de St Sulpice. Il est rappelé que ces cartes sont élaborées à titre indicatif, il revient à la commune de délimiter le village. ▪ Une analyse globale sera ajoutée au rapport de présentation pour justifier le classement en agglomération à dominante économique. ▪ La notion de « hameaux nouveaux intégrés à l'environnement », sera supprimée. ▪ Concernant la coupure d'Urbanisation à Chaillevette, la commune a également fait une remarque à ce propos. La coupure C6 sera supprimée. Le dossier, notamment les cartes loi littoral, sera modifié en conséquences. ▪ La coupure C 16 sera précisée et le dossier, notamment les cartes loi littoral, modifié en conséquences. ▪ Ce point sera clarifié dans la rédaction des pièces du dossier et fait écho aux remarques de la commune des Mathes. 	<ul style="list-style-type: none"> - DOO, cartes annexes modifiées en conséquence. [Cartes 1 et 2 en pièce 3-2 annexe du DOO] - Rapport de présentation : compléments apportés dans la partie V- Choix retenus pour établir le PADD et le DOO, point 2.12.2 (page 530) [TOME 2-V.2.12.2-pages 235 et 236] - Rapport de présentation : suppression dans le rapport de présentation – Partie V- 2.12 (pages 529, 548, 549) [TOME 2-V.2.12-pages 235, 250 et 251] - DOO : La coupure C6 est supprimée sur les cartes annexes au DOO et dans le tableau (partie III-16 – page 182). La Coupure C16 est transformée en C6 pour maintenir une numérotation cohérente. [DOO-III.16-page 125] + modifications de la carte annexe au DOO correspondante. - DOO : La coupure C16 est précisée dans le DOO (tableau partie III-16 – page 181). Elle devient la coupure C6 comme précédemment explicité. [DOO.III.16-page 125] + + modifications de la carte annexe au DOO correspondante. - Clarifications campings/Loi Littoral : le DOO a été modifié Partie III – Point 17 (page 189) [DOO-III.17-page 128] ainsi que le rapport de présentation Partie V – Point 2.12.7.(page 548) [TOME 2-V.2.12.7.- pages 251 et 252]
--	--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Domaine public et maritime : Les carrelets pourraient être mentionnés comme éléments du patrimoine et paysage. La partie 1 1 1.8 (Activité conchylicole et activités portuaires) du rapport de présentation présente des informations erronées ou incomplètes. Le SCoT pourrait mentionner les servitudes EL3 (halage et marchepied) et EL9 (passage des piétons le long du littoral), dans le rapport de présentation. Leurs mises en valeur permettraient de limiter les pratiques déstabilisatrices des sites naturels sensibles en répondant aux dégradations morphologiques constatées sous l'effet du piétinement, en corrélation avec l'indicateur 7b1 (Apparition de nouveaux cheminements « sauvages »). Enfin, il serait opportun de rappeler l'intérêt de ces servitudes dans la partie 11.2 (Assurer une offre de loisirs et sportives de qualité et respectueuse de l'environnement naturel) du DOO. Dans les parties relatives à la préservation de la bande des 100m (V.2.12.3) ou à la préservation des espaces remarquables du littoral (V.2.12.5), le SCoT devrait préciser les dérogations aux dispositions réglementaires pour s'adapter aux éléments réellement présents sur son territoire. En ce sens, les carrelets sont un exemple de constructions entrant difficilement dans les exceptions prévues par les articles L .121-17 et R.121-5 du Code de l'urbanisme. Il convient donc de les mentionner explicitement dans ces chapitres, mais également dans les dispositions particulières listées au VII.3.2.1. - Les mesures de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers sont bien objectivées dans le SCoT. <ul style="list-style-type: none"> ▪ La trame verte et bleue est bien intégrée et les zones humides sont identifiées. ▪ Le PADD affiche comme objectif de « préserver et mettre en valeur la biodiversité ». Les sous-objectifs associés sont opportunément déclinés par milieux. Cependant, ils abordent rarement (sauf dans le cas des continuités écologiques) les enjeux de restauration, création ou reconquête, et se limitent souvent à un principe de « préservation », ou à des actions de « traitement paysager. » ▪ Le DOO affiche quatre grands types de territoires d'exception sur la CARA. L'un d'eux est appelé « milieux aquatiques mais aucun titre ne fait apparaître la notion de milieux humides. Les quatre grands milieux ne sont pas affichés avec précision sur la carte p.21, alors qu'il est ensuite fait référence à cette même carte pour fixer les orientations par milieux (voir ci-dessous) / ouvrant à l'interprétation du SCoT. Cette carte semble reprendre globalement la carte p.336 du rapport de présentation. Cependant, certains territoires d'exception (T11, T17...) ne paraissent pas tout à fait intégrés au réseau créé de territoires et corridors. Les liaisons naturelles listées p.23 n'y figurent pas. Pages 24 et suivantes, le DOO affiche des objectifs par milieux en se référant à « la carte de la TVB du 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le rapport de présentation et le DOO seront modifiés dans ce sens. ▪ La carte activités portuaires sera modifiée ▪ Les servitudes de halage seront ajoutées au rapport de présentation. ▪ Le SCoT reprend les dérogations du code de l'urbanisme. Il apparaît difficile de faire une liste exhaustive d'exemples concrets locaux. (pages 534-546) ▪ Il est difficile de se projeter dès aujourd'hui sur les opérations de restauration et reconquête. Certaines possibilités sont déjà présentes dans le dossier. Cela pourrait être utilement complété lors de la modernisation du SCoT. ▪ Les cartographies et le texte seront mis en cohérence lorsque cela est possible. En complément, le guide d'accompagnement de la mise en œuvre pourra apporter 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de présentation : les cabanes ostréicoles et les carrelets ont été ajoutés dans la partie IV, 2.3.6 (page 368) + DOO même ajout à la P 52 (page 42). [TOME 2-IV.2.3.6-page 88] et [DOO – P53-page 30] - Rapport de présentation : <ul style="list-style-type: none"> ▪ modifications apportée partie III, 8.2.3 (pages 255-257). [TOME 1-III.8.2.3 - pages 245-246] ▪ la carte est modifiée (page 260). [TOME 1-III.8.2.3-page 248] ▪ Un point IV. 2.4.3 est ajouté (page 369) avec les servitude EL3 et EL9. [TOME 2-IV.2.4.3-page 90] - DOO : ajout des servitudes dans le texte introductif Partie II - 11.2 [DOO-II.11.2-page109] - DOO : la carte et le tableau (pages 21 à 23) ont été mis en cohérence [DOO-I.1.3- pages 18 à 20]
--	--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		<p>SCoT ». Ce titre mériterait d'être éclairci, pour éviter toute confusion avec les cartes du rapport de présentation.</p> <p>Il est fait mention dans les pages suivantes de « zones humides », « forêts et bois « pelouses sèches « bocages » dont il est précisé qu'ils sont « identifiés sur la carte de la TVB du SCoT alors que ladite carte p.21 du DOO n'identifie pas aussi finement les types de réservoirs et de corridors qu'elle affiche (pas d'évocation des types de milieux). Ce manque de référence claire fragilise l'obligation de prise en compte des objectifs.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Natura 2000 : le rapport de présentation fournit des efforts pour justifier l'absence d'incidences sur les sites N2000, qui demeurent perfectibles. Le cœur de l'argumentation porte sur le classement de ces sites en territoires d'exception et sur le renvoi vers les préconisations qui y sont proposées. Le DOO aurait pu être modifié pour mieux prendre en compte la protection des habitats et espèces d'intérêt communautaire. ▪ Dans la préservation de l'activité agricole dans les marais ou ostréicoles, il n'y a pas de réflexion sur des évolutions de changements liées notamment aux évolutions du changement climatique et à la résilience de ces territoires. P254 l'affichage du développement de l'activité ostréicole prend en compte les dispositions de la loi Littoral mais n'aborde pas le respect des enjeux écologiques et le risque d'une uniformisation du maillage et des contraintes liées à une intensification (sur les cheminements ...). L'attrait des bords de la Seudre tient lieu de la mosaïque d'habitat. <ul style="list-style-type: none"> - Enfin, le sujet des risques incendie et feux de forêt et de l'érosion du trait de côte aurait pu être plus développé dans le SCOT, compte-tenu du nombre de communes concernées sur le territoire et de l'enjeu pour les habitants, les activités économiques, les visiteurs et les milieux naturels. Les récents événements liés au recul du trait de côte et le sujet des probables relocalisations d'infrastructures et autres illustrent qu'une appropriation de la thématique au niveau intercommunal sera indispensable dans les années à venir. - Qualité de l'air et référence au PCAET 	<p>des précisions aux élus notamment sur l'obligation de prise en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ A travers son SCoT, la CARA a l'ambition de préserver les territoires d'exception, notamment composés des sites Natura 2000, en déclinant des prescriptions visant leur protection. Il faut rappeler qu'en France les pratiques mises en place en zones Natura 2000 afin de les préserver sont basées sur du conventionnement, en équilibre avec la poursuite, voire le développement des activités humaines. En milieu agricole, cette démarche se matérialise notamment avec les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC), s'appuyant sur les objectifs des documents d'objectifs (DOCOB). En tant que document d'urbanisme, le SCoT applique ce principe, en identifiant les sensibilités et en les prenant en compte, mais sans imposer des pratiques agricoles particulières. ▪ La rédaction de la P 254 a été complétée par rapport à la qualité de l'eau. Les élus ne souhaitent pas la modifier davantage afin de garder une souplesse par rapport à l'évolution de l'activité. <ul style="list-style-type: none"> - Cette remarque est similaire aux remarques formulées par la Région et la MRAe. Voir réponse formulée ci-dessus et ci-dessous par rapport notamment au risque érosion et à l'évolution du trait de côte. - Risques Incendie et feux de forêt : une analyse cartographique complétera le rapport de présentation - PCAET et qualité de l'air : Si la qualité de l'air n'est pas directement visée dans le DOO, l'évaluation environnementale montre les effets probables positifs de nombreuses mesures du DOO sur cet enjeu : nature en ville, mobilités douces, etc. L'évaluation environnementale comporte une mesure de réduction prise à partir du PCAET, qu'il sera possible d'intégrer dans le DOO (mesure A-1.2 du PCAET visant à encourager le renouvellement des systèmes de chauffage au bois). 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de présentation : une carte a été ajoutée dans la Partie IV – point 4.6 (page 439) et le texte mis à jour. [TOME 2-IV.4.6-page 153] - Rapport de présentation : la partie IV point 5 sur l'énergie est appelée énergie et pollutions. Elle est mise à jour avec les éléments du PCAET (pages 450 à 471). [TOME 2-IV.5-pages 170 à 185] - DOO : il est rappelé l'action du PCAET dans l'introduction Partie II – point 3.1.1. [DOO-II.3.1.1-page 40]
SMIDDEST (Syndicat Mixte pour le Développement Durable de L'estuaire de la Gironde)	17/07/2024	PAS DE REMARQUE à formuler car celles précédemment émises ont été globalement prise en compte dans le projet arrêté.		

	<p>d'équilibre. La MRAe recommande de formuler un objectif de densité de logements et de réviser fortement à la hausse cet objectif en cohérence avec la dynamique du territoire et les objectifs du ZAN.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comme déjà indiqué dans son précédent avis, la MRAe recommande de préciser les objectifs de limitation de la consommation d'espace NAF sur la base d'une identification du potentiel mobilisable en densification, et de règles opérationnelles pouvant être mises en œuvre dans les PLU. Elle recommande de définir des objectifs de densité territorialisés en cohérence avec l'existant et avec l'armature territoriale définie dans le SCoT. - La MRAe recommande de réduire le plafond d'un hectare déterminé pour l'identification des dents creuses, et de se ré-interroger sur les critères permettant de caractériser l'enveloppe urbaine, ainsi que sur les règles à en déduire en matière de sectorisation et de mise en place d'OAP territorialisées. Sans ces éléments d'encadrement, l'atteinte des objectifs par le SCoT en matière de limitation de la consommation d'espace n'est pas assurée. - La MRAe recommande de poursuivre l'identification des zones humides et leur évitement dans le cadre des opérations structurantes du territoire en cohérence avec les objectifs du SCoT. La prise en compte de cet enjeu constitue une étape préalable indispensable aux choix de développements structurants du SCoT de la CARA sans attendre sa déclinaison dans les PLU. - Le projet de SCoT subordonne l'ouverture à l'urbanisation à l'efficacité des systèmes d'assainissement et à leur capacité à accueillir les effluents supplémentaires (P 80 et P81) et prévoit notamment la construction d'une nouvelle STEP à La Tremblade en remplacement de celle existante (P 191) sans préciser d'échéance spécifique. La MRAe recommande de présenter l'échéancier de réalisation des travaux d'assainissement, concernant les unités de traitement présentant des dysfonctionnements. - La MRAe note que les incidences d'une relocalisation des infrastructures routières évoquée dans le dossier dans le cadre de l'adaptation au recul du trait de côte ne fait pas l'objet d'un développement spécifique. La MRAe recommande d'identifier les secteurs concernés par une relocalisation des infrastructures en lien avec le recul du trait de côte, d'analyser les incidences environnementales induites sur les milieux littoraux, ainsi que la compatibilité avec l'article L.121-6 du code de l'urbanisme issu de la Loi Littoral. - Comme déjà évoqué dans l'avis précédent, ce projet ne formule de prescriptions que pour le risque incendie de 	<ul style="list-style-type: none"> - Comme pour la répartition communale des logements, l'établissement d'objectifs territorialisés en termes de densité de logements sera étudié dans le cadre du futur guide de mise en œuvre du SCoT. - Ce point a déjà fait l'objet d'une réponse ci-dessus. Il faut noter que le SCoT prévoit la mise en place d'un observatoire foncier ayant vocation à suivre l'atteinte des objectifs en termes de consommation d'ENAF puis d'artificialisation des sols. Par ailleurs, la P 35 [P 36] prévoit un objectif global jusqu'en 2040. Ainsi, en cas de dépassement sur la période 2021-2031, l'objectif pour la décennie 2031-2040 sera réajusté en diminuant. Les critères pour l'identification de l'enveloppe urbaine et des dents creuses ou gisements, seront explicités avec des exemples dans le cadre de l'élaboration du guide de mise en œuvre du SCoT. - Le SCoT identifie bien la nécessaire identification des zones humides avant l'aménagement des sites, en cohérence avec les SAGE et le SDAGE (P 14). La période de mise en compatibilité des PLU ou documents d'urbanisme en tenant lieu peut faire peser des risques pour les zones humides. Toutefois, le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027, demandant aux communes ou groupements de communes de compléter les inventaires de zones humides dans le cadre de la révision ou l'élaboration des documents d'urbanisme a été approuvé en 2022. De plus, le SAGE Seudre, demandant de compléter l'inventaire des zones humides, a été approuvé en 2018. Ainsi, les PLU ou documents d'urbanisme en tenant lieu doivent être compatibles au SAGE Seudre pour ceux concernés et, d'ici 2025 au maximum, au SDAGE Adour-Garonne 2022-2027. La question de l'inventaire généralisé des zones humides dans l'ensemble du territoire de la CARA sera posée à l'occasion de la réalisation du guide d'accompagnement à la mise en œuvre du SCoT. - Les travaux envisagés ne sont pas de nature à répondre à un éventuel dysfonctionnement ou à une insuffisance. La conformité des stations d'épurations de la CARA vient d'ailleurs d'être confirmée pour l'exercice 2023 par la DDTM. Le schéma directeur d'assainissement ne mentionne pas non plus de non-conformité. S'il y a des travaux qui sont réalisés sur les stations d'épuration, il s'agit d'optimisations (ex : installation récentes de centrifugeuses pour les boues, remplacement de dégrilleurs). - La relocalisation d'infrastructures routières dans le cadre de l'adaptation au recul du trait de côte concerne principalement la piste cyclable et éventuellement la RD 25. Le rapport de présentation sera complété sur ce point, dans le cadre de l'analyse des effets probables du SCoT sur les milieux naturels et sur les risques. Cette évaluation restera toutefois qualitative, car les infrastructures à modifier ne sont pas encore connues et leurs futurs tracés ne le seront pas davantage au moment de l'approbation du SCoT. Ces éléments pourront être précisés à l'occasion de la future modernisation du SCoT. - En dehors des risques d'inondation par débordement de cours d'eau et de feu de forêts, les autres risques identifiés dans le 	<p>=> Cf réponse à la Région.</p> <p>=> Cf réponse à la DDTM.</p>
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------

		<p>forêt et le risque d'inondation par débordement des cours d'eau. La MRAe recommande de compléter le DOO par des prescriptions concernant l'ensemble des risques et les secteurs présentant le plus d'enjeux au regard de leur vulnérabilité particulière.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ECAD relève que la congestion routière s'observe pendant deux mois d'été mais par ailleurs, le projet de SCoT a pour objectif une augmentation de la population résidentielle présente à l'année. Elle relève que les incidences cumulées avec le développement des pôles générateurs (zones d'activité, activités touristiques, équipements structurants) ne font pas l'objet d'une analyse spécifique. La MRAe recommande d'analyser les incidences cumulées du projet de SCoT sur le trafic routier et les nuisances induites et de conditionner le développement des secteurs structurants à leur accessibilité par les modes de transport alternatifs à l'automobile. - Le dossier ne permet pas d'identifier les sites préférentiels de développement des énergies renouvelables, y compris dans les communes littorales, Saujon figurant parmi les communes disposant de friches mobilisables pour cette vocation. Compte tenu des objectifs du PCAET, la MRAe recommande d'identifier les secteurs les plus favorables au développement des énergies renouvelables en se basant notamment sur le potentiel issu de la mobilisation des friches. - L'objectif d'un urbanisme des courtes distances se décline notamment par une disposition en faveur de l'implantation des équipements dans les centres. La MRAE constate cependant que les extensions urbaines prévues (cf. § III.A) tendraient à éloigner les usagers de ces équipements. La MRAe recommande de renforcer les prescriptions en faveur d'un urbanisme plus sobre en énergie, et plus favorable au développement des énergies renouvelables pour atteindre les objectifs du PCAET. - La MRAe recommande d'illustrer dans les annexes du DOO les éléments de la trame verte et bleue des communes hors zone littorale pour mieux appréhender les choix de protection opérés au regard des continuités écologiques. - La MRAe recommande pour étayer la délimitation des espaces proches du rivage d'accompagner les illustrations 	<p>rapport de présentation du SCoT sont principalement l'aléa retrait-gonflement d'argiles, l'érosion côtière et la submersion marine. Le DOO prend en compte les risques technologiques (P 76) [P 78] afin de ne pas augmenter les risques dans le cadre de l'aménagement de zones à vocation d'habitat. Les prescriptions P 65 et P 66 permettent également une prise en compte des risques présents dans le territoire, au-delà des risques d'inondation et de feu de forêts.</p> <p>L'introduction du DOO sur les aléas inondations sera complété avec le risque de submersion marine (page 46). En accompagnement de la P 74, il sera possible d'ajouter une prescription ou de compléter la P 74 afin de prendre en compte le risque d'érosion côtière et sa couverture par les PPR. Ces compléments seront également réalisés en lien avec la réponse à l'avis de la Région Nouvelle-Aquitaine (risque d'érosion côtière dans le cadre du tourisme).</p> <p>Concernant le risque des argiles, il s'agit d'un risque largement pris en compte par la réglementation dans le cadre des nouvelles constructions (loi ELAN). Le SCoT n'apportera pas de plus-value par rapport aux dispositions du Code de la construction et de l'habitation. Nous pourrions toutefois compléter le DOO avec les références correspondantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'évaluation environnementale de cette question est abordée dans les effets potentiellement négatifs concernant la qualité de l'air et les émissions de GES. La réponse du SCoT à cet enjeu y est déjà décrite. - Au moment de l'approbation du SCoT, la CARA n'a pas assez d'éléments pour pouvoir inscrire les secteurs les plus favorables au développement des énergies renouvelables dans le SCoT. Cependant, la CARA envisage d'intégrer cette thématique dans la réalisation d'un guide d'accompagnement pour la mise en œuvre du SCoT, dans lequel cet enjeu sera étudié en concertation avec les communes. - L'extension de l'enveloppe urbaine dans le cadre de la réalisation de nouveaux projets entraîne nécessairement un éloignement de la population ou des activités accueillies du centre-ville/bourg. Cependant, le SCoT insiste sur l'objectif prioritaire de renforcer la densité au sein des enveloppes urbaines existantes, ainsi que sur le développement des mobilités douces. Plusieurs prescriptions concernent le développement de la production d'énergie renouvelable, y compris au sein des enveloppes urbaines, et sur la progression vers la construction/rénovation de bâtiments économes en énergie. - La CARA propose afin de ne pas créer de confusion entre les communes soumises à la loi Littoral et les autres une carte dédiée avec les éléments demandés. - Les critères pour la délimitation des espaces proches du rivage sont détaillés dans le DOO et dans le rapport de présentation. 	<ul style="list-style-type: none"> - DOO : modification de l'introduction du paragraphe (page 46) [DOO-I.2.3.2-page 33] - Les modifications concernant l'érosion côtière ont déjà été prise en compte (=> voir avis de la Région). - D'autres éléments sont mis à jour ou complétés concernant les risques et nuisances dans le rapport de présentation (Partie IV-point 4.2 et 4.3 page 429-431-432) [TOME 2-IV.4. –pages 142, 144] - DOO : ajout d'un paragraphe § "Prendre en compte le risque retrait-gonflement des argiles" dans la partie I- 2.3.2 (pages 45 et 48) [DOO-I.2.3.2.-pages 32 et 34] - Rapport de présentation : la partie VII – Point 1.8.4 (page 619) [TOME 2-VII.1.8.4. –page 312] - Cette carte en petit format « Les espaces d'intérêt environnemental » est ajoutée au rapport de présentation dans la partie V – Point 2.12.5. [TOME 2-V.2.12.5. –page 248]
--	--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		d'une analyse permettant de mieux les caractériser, en s'appuyant notamment sur le guide d'application spécifiquement établi pour la Charente-Maritime, à l'issue d'un travail partenarial entre les collectivités territoriales du territoire et l'État.		
UNICEM (Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction)	31/07/2024	<p>PAS D'AVIS DIRECTEMENT FORMULE.</p> <p>L'UNICEM demande d'apporter certaines modifications aux projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elle précise que le Schéma Régional des Carrières (SRC) est en cours de réalisation et devrait être approuvé à la fin de l'année. - Elle précise que les carrières doivent être exclues de tous bilans chiffrés, rédactions, cartographies liées à l'artificialisation et à la consommation d'ENAF. - Le rapport de présentation indique « Le SCoT vise une réduction importante du rythme d'artificialisation des sols, impliquant également une réduction des besoins en matériaux de carrières. » Ce point est en contradiction avec la prospective réalisée dans le cadre du Schéma Régional des Carrières (SRC), qui établit que les besoins en matériaux vont continuer à augmenter, malgré une réduction du rythme d'artificialisation (cf. documents disponibles sur le site de la DREAL). Il mérite donc d'être modifié. - Le volet « Ressources du sous-sol » mériterait d'être complété par un inventaire des ressources présentes sur le territoire de la CARA, notamment les gisements potentiellement exploitables, et les gisements d'intérêt régional et national (informations figurant dans le projet de SRC – documents disponibles sur le site de la DREAL). 	<ul style="list-style-type: none"> - Les surfaces dédiées aux carrières sont minimales à l'échelle du territoire de la CARA. Le chiffre de référence de la consommation foncière établi par la Région, prend en compte ces évolutions réglementaires. La CARA prend acte et les extensions des carrières ne seront pas comptabilisées comme de la consommation ENAF dans le cadre notamment des points annuels et du bilan à 6 ans. - Selon les documents du projet de SRC : « sur la base des projections démographiques, du développement des filières de construction bois et de recyclage des déchets du BTP, la présente étude d'analyse prospective des besoins en matériaux de carrières à horizon 2035 conduit à une baisse de la consommation de granulats en tonne par habitant en Nouvelle-Aquitaine, atteignant 6,1 t par habitant en 2035 contre 6,5 t par habitant observé en 2015. » Appliqué au SCoT et selon son objectif démographique, nous pouvons attendre une augmentation des besoins en granulats d'environ 24 kt entre 2015 et 2035. Il est cependant peu contestable qu'une poursuite de la dynamique d'artificialisation des sols observée ces dernières décennies impliquerait une augmentation plus importante des besoins ; c'est le sens de l'évaluation environnementale (réalisée en comparaison d'un scénario tendanciel). La CARA propose de préciser cette phrase dans le rapport de présentation dans ce sens. - La CARA propose de compléter le chapitre avec les éléments du SRC (Schéma Régional des Carrières). Les données cartographiques sous format numérique ne sont pas encore téléchargeables. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de présentation : modifications et compléments apportés à la Partie VII- point 1.11 (pages 629 et 630). [TOME 2-VII.1.11. –pages 319]
Saintonge Romane	25/07/2024	<p>PAS FAVORABLE assorti de quelques remarques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'objectif de production de logements de 10200 logements semble élevé et risquerait de générer une surproduction par rapport aux besoins. - Il serait intéressant de travailler au chiffrage des potentiels fonciers en dent creuse pour définir les besoins et limiter l'extension de l'enveloppe urbaine déjà existante. - Il est important de veiller à ce que l'attractivité de la Saintonge Romane en rétro-littoral, plus accessible pour l'implantation de ménages à plus faibles revenus que sur le littoral, ne soit pas mise en péril par une politique de production de logements intensive et d'ouverture à l'urbanisation excessive. Cette politique de production massive pourrait inciter les nouvelles populations à s'installer uniquement sur le littoral ou très proche et 	<ul style="list-style-type: none"> - Cet objectif est cohérent, il découle d'une projection démographique travaillée avec l'INSEE (Omphale) et une méthodologie nationale OTELO. En outre les besoins identifiés sont inférieurs aux objectifs de production de logements locatifs sociaux imposés aux communes soumises aux objectifs en cette matière par la loi SRU. - Le potentiel foncier est travaillé dans le cadre du PLH et servira de base de travail pour l'étude de densification dans le cadre de l'élaboration des PLU. - La production de logements a pour but de sortir de la carence en logements sociaux mais également d'aller vers un rééquilibrage résidences principales/résidences secondaires et de favoriser un turn-over du parc de manière à pouvoir accueillir des actifs et à les rapprocher de leur lieu de travail présent sur la CARA. 	

		<p>déséquilibrer le marché immobilier au-delà des limites administratives de la CARA. La Saintonge Romane, qui connaît des phénomènes d'attractivité résidentielle sur une partie de son territoire, pourrait être impactée par cette politique, en voyant son solde migratoire diminuer.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le gain de population souhaité devrait être mieux adapté à la ressource en eau disponible dans le futur. <p>D'autres remarques sont sur la forme ou souligne les points positifs du dossier.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le gain de population est défini en accord avec les capacités des ressources du territoire et notamment la ressource en eau. Eau 17 mène une étude destinée à analyser l'équilibre besoins/ressources en eau potable sur l'ensemble de son territoire en intégrant les projections démographiques et les effets du réchauffement climatique. D'après les premiers éléments, les perspectives à l'horizon 2035 indiquent un équilibre besoins/ressources estivale encore excédentaire bien que fragile pour le système d'alimentation « CARA ». Nous pouvons présager que cet équilibre se maintienne sur la durée du SCoT. - Sur la forme, les coquilles seront corrigées et des illustrations/photos pourront éventuellement être ajoutées au dossier. 	
--	--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

AVIS DES COMMUNES :

27 avis communes, soit 85% des communes qui se sont prononcées en conseil municipal :

- **16 avis favorables :**

- Arces sur Gironde
- Breuillet
- Brie sous Mortagne
- Chenac-St-Seurin
- Corme-Ecluse
- Cozes
- Grézac
- Le Chay
- Médis
- Meschers sur Gironde
- Mornac sur Seudre
- Mortagne sur Gironde
- Sablonceaux
- St Sulpice de Royan
- Saujon
- Semussac

Pour information :

Avis	Sur projet arrêté en 2019	Sur projet arrêté en 2024
Favorable	15	16
Favorable avec réserve	3	10
Défavorable	2	1
Favorable tacite	13	6
Total des communes exprimées	20 communes exprimées soit 61%	27 communes exprimées soit 85%
Total des communes Favorable (Favorable + Favorable avec réserve + Favorable tacite)	31 communes, soit 94%	32 communes, soit 97%

- **10 avis favorables avec réserves :**

- Arvert
- La Tremblade
- St Augustin
- Etaules
- L'Eguille
- Royan
- St Palais sur Mer
- Vaux sur Mer
- Les Mathes
- St Romain de Benet

- **1 avis défavorable** pour la commune Chaillevette

Sur les 6 avis favorables tacites, certaines communes ont délibéré favorablement mais hors délai (Talmont sur Gironde).

PPA/Communes	Date de l'avis	Avis/Remarques	Manière dont la CARA souhaite y répondre	Document modifié
LA TREMBLADE	15/05/2024	AVIS FAVORABLE avec réserve : Le potentiel urbanisable octroyé au pôle d'équilibre ne permet pas de rattraper le retard de production de logements locatifs sociaux pour les communes soumises à la législation SRU et DALO.	La CARA prend note.	
L'EGUILLE	22/05/2024	AVIS FAVORABLE AVEC RESERVE : Le conseil municipal estime que son droit à construire est insuffisant entraînant de graves conséquences pour la commune de l'Equille : vieillissement de la population, disparition à terme de son école, des commerces...	La CARA prend note.	
ARVERT	10/06/2024	AVIS FAVORABLE AVEC 2 RESERVES : - demande d'extension de la ZAE des Justices - demande de qualification de COUX en SDU	- ZAE Les Justices : il n'est pas souhaité revenir sur la politique économique intercommunale. - Coux : Il n'est pas possible de répondre favorablement à cette demande. En effet, la définition du SDU retenue par le DOO est la suivante : « tout ensemble bâti (au minimum 30 constructions) présentant une densité de l'urbanisation, une continuité et un caractère structuré autour d'une trame viaire et des réseaux d'accès aux services publics de distribution de l'eau potable, d'électricité, d'assainissement et de collecte des déchets ou de la présence d'équipements ou de lieux collectifs ». Or ce secteur comporte moins de 30 habitations et présente un caractère pas assez structuré pour être qualifié de SDU.	
ETAULES	13/06/2024	AVIS FAVORABLE AVEC RESERVE : Il est demandé que soit revu à la hausse la superficie de la définition des ENAF en tissus urbains.	- Seuil des 1 ha : cette demande va à l'encontre des observations de l'Etat et d'autres organismes qui demandent de supprimer ce seuil.(Conférer réponse ci-dessus)	=> Suppression du seuil (cf réponse Chambre d'Agriculture)
ROYAN	30/05/2024	AVIS FAVORABLE AVEC RESERVE : - Il est demandé de basculer 13 prescriptions en recommandations : 113, 121, 131 et 132, 136 et 137, 140, 141 et 142, 152 et 153, 285 et 286. - Il est demandé de pouvoir créer de la mixité fonctionnelle dans les zones d'activité économique notamment de mêler habitat et activités économiques au niveau de Royan 2.	- le SCoT est un document de cadrage qui ne se limite pas aux compétences de la CARA. C'est un document intégrateur qui doit : ▪ être en accord avec les réglementations nationales, ▪ prendre en compte ou être compatible avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement durables et d'Egalité des Territoires (SRADDET) et d'autres documents supra-communautaires, ▪ intégrer le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et le futur Plan Local de l'Habitat (PLH) et avec lequel les documents d'urbanisme communaux doivent également être compatibles. Les prescriptions sur la densité et l'optimisation des espaces urbanisés ainsi que le bioclimatisme ou d'écoulant d'obligations réglementaires (risques, assainissement) seront conservées en prescriptions, les autres basculées en recommandations. - La mixité fonctionnelle n'est pas envisagée à court terme dans les zones d'activités économiques communautaires. Ce point pourra être étudié lors de la requalification de certaines zones commerciales non communautaires et éventuellement être intégré dans un prochain SCoT.	- Dans le DOO : ▪ P 113 (bioclimatisme) : conservée en Prescription. [P 114] ▪ P 121 (équipes pluridisciplinaires) : basculée en Recommandation [R 20] ▪ P 131 et 132 (mobilités douces/stationnement) : basculées en Recommandations. [R 27 et R 28] ▪ P 136 et 137 (optimisation des espaces urbanisés) : conservées en Prescriptions.[P 134 et P 135] ▪ P 140 à 142 (densité) : conservées en Prescriptions. [P 138 à P 140] ▪ P 152 à 153 (stationnement, circulation) : basculées en Recommandations. [R 30 et R 31] ▪ P 285 et 286 (tourisme, aménagement stations littorales) : basculées en Recommandations. [R 56 et R 57]
St PALAIS SUR MER	6/06/2024	AVIS FAVORABLE AVEC RESERVE : - Il est demandé avec fermeté de basculer 13 prescriptions en recommandations : 113, 121, 131 et 132, 136 et 137, 140, 141 et 142, 152 et 153, 285 et 286	- Même réponse que pour Royan ci-dessus.	
VAUX SUR MER	25/06/2024	AVIS FAVORABLE AVEC RESERVE : - Il est demandé de basculer nombreuses prescriptions en recommandations : 48, 52, 55, 64, 66, 81, 104, 113, 121, 131 et 132, 136 et 137, 140, 141 et 142, 152 et 153, 184, 185 et 186, 222 et 225, 230, 285 et 286	- Même réponse que pour Royan ci-dessus.	- Dans le DOO : ▪ P 48 (plage) : conservée en Prescription. [P 49] ▪ P 52 (inventaire patrimoine) : conservée en Prescription. [P 53] ▪ P 55 (changement de destination) : conservée en Prescription. [P 56] ▪ P 64 (publicité) : basculée en Recommandation. [R 11]

		<ul style="list-style-type: none"> - Concernant Val Lumière 1 et 3 : vocation des zones à revoir. - Biodiversité : il est demandé d'ajouter les bois de Millard et de la Majotte en tant que territoire d'exception T 19 en complément du bois de Champagnole. 	<ul style="list-style-type: none"> - Val Lumière : les vocations de ces zones découlent du DACC validé en juin 2022. Une SIP est défini sur Val Lumière 1 et 2, avec la volonté de plutôt resserrer l'artisanat sur Val Lumière 1. L'extension prévu à long terme, Val Lumière 3 (plutôt entre 2030 et 2040), ne sera pas commerciale car il a été choisi de ne pas créer de nouvelle SIP et de limiter leur étalement. Si toutefois de nouveaux projets structurants venait à être défini, cela pourrait être pris en compte dans une prochaine évolution du SCoT. - Biodiversité : cette précision sera ajoutée sur la carte et dans le tableau des territoire d'exception dans le DOO. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ P 66 (risques) : conservée en Prescription. ▪ P 81 (assainissement) : conservée en Prescription. [P 84] ▪ P 104 (photovoltaïque) : basculée en Recommandation. [R 16] ▪ P 184 à 186 (médecin) : basculées en Recommandation. [R 37 à R 39] ▪ P 222 et 225 (mobilités) : basculées en Recommandation. [R 44 et R 45] ▪ P 230 (stationnement) : basculée en Recommandation. [R 47] - DOO : Précisions apportées à la carte page 121. [DOO-II.8.1.1-page 81] - DOO - biodiversité : cette précision a été ajoutées sur la carte et dans le tableau des territoires d'exception (T19 et T 22) [DOO-I.3-pages 18 et 20]
St AUGUSTIN	26/06/2024	AVIS FAVORABLE avec une argumentation concernant la comptabilisation de la surface des différentes phases de la ZAC sur le bilan 2011-2021.	Ce point a déjà été discuté en réunion de travail. Il sera pris en compte dans l'établissement du référentiel T0 et dans les futurs bilans de la consommation d'ENAF.	
LES MATHES – LA PALMYRE	22/07/2024	AVIS FAVORABLE AVEC 14 RESERVES ET 6 REMARQUES <ul style="list-style-type: none"> - Réserve 1 et 2 : camping et loi littoral - Réserve 3 : volet tourisme - Réserve 4 : Bonne Anse/Bréjat - Réserve 5 : Les Mathes, voirie et continuité hydraulique des zones humides. - Réserve 6 : zone tampon autour des zones humides - Réserve 7 : inventaire des haies - Réserve 8 : photovoltaïque et intégration paysagère - Réserve 9 : stationnement - Réserve 10 : optimisation des espaces urbanisés - Réserve 11 : espaces publics de rencontre - Réserve 12 : diversification type de logements - Réserve 13 : commerces en centres-villes - Réserve 14 : stratégie touristique - Remarque 1 : camping-loi Littoral - Remarque 2 : téléphonie mobile - Remarque 3 : transports en commun - Remarque 4 : cheminements sauvages/Bonne Anse - Remarque 5 : petite industrie - Remarque 6 : capacités financières 	<ul style="list-style-type: none"> - R 1 et 2 : Les campings ayant été sortis du site Natura 2000, la délimitation des espaces remarquables sera revue. Cela concernera les 2 campings proches de Les Mathes. Ceux situés dans le secteur de Bonne Anse correspondent à un site ZICO. Ils seront conservés en espace remarquable. Le texte concernant les campings et la loi littoral sera clarifié pour lever les ambiguïtés (rejoint une remarque de la DDTM et de l'association Demain Les Mathes). - Réserve 3 : il n'est pas souhaité redéfinir le volet tourisme. - Réserve 4 : Les éléments de rédaction ciblés en ce qui concerne l'état initial de l'environnement et l'évaluation environnementale (partie VII-2.2.3. proviennent du formulaire standard de données du site Natura 2000 FR5400434 (Presqu'île d'Arvert), annexé au DOCOB du site réalisé par l'ONF sous la maîtrise d'ouvrage de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Poitou-Charentes en 2010, et publié sur le site de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN). - Réserve 5 : Il ressort que la carte des zones humides prioritaires du SAGE Seudre présentée dans le règlement n'a pas une précision suffisante permettant d'affirmer la continuité des deux zones humides. En l'absence de données suffisamment précises, nous proposons de supprimer cette phrase de l'état initial de l'environnement. - Réserve 6 : La préservation des zones tampons autour des zones humides constitue une règle du SRADDET Nouvelle-Aquitaine avec lequel le SCoT doit être compatible (règle n°24). Par ailleurs, la P 15 ne rend pas inconstructible cette zone tampon, en cohérence avec le SRADDET. La P 15 est conservée en Prescription. - Réserve 7 : La préservation des éléments de bocage est visée par le SAGE Seudre (QE3-1 et QE3-2) avec lequel le SCoT doit être compatible. L'inventaire des haies peut être réalisé à partir des données cartographiques désormais disponibles (BD Topo, CoSIA et OCSGE, etc.). La P 22 est conservée en Prescription. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réserves 1 et 2 : les cartes ont été revues en conséquences : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Concernant les campings en espace remarquable sur les cartes du DOO : 2 secteurs proches du village des Mathes ont été supprimés. ▪ Clarifications campings/Loi Littoral => cf réponse DDTM - Réserve 5 : Suppression de la phrase concernée dans le rapport de présentation dans la partie VII Evaluation environnementale, point 2.2.3 (page 645) [TOME 2-VII.2.2.3. –page 333]

			<ul style="list-style-type: none"> - Réserve 8 : cette prescription permet aux communes d'inciter au développement de la production des énergies solaires photovoltaïques ou thermiques dans les secteurs déjà urbanisés sauf dans le cas où cela pourrait porter atteinte à un site remarquable, à du patrimoine bâti ou d'intérêt local. Les communes préciseront les conditions d'implantation dans leur PLU. La P 101 [P103] est conservée en Prescription avec une proposition d'évolution légère de sa rédaction. - Réserve 9 : la P 132 sera basculée en Recommandation comme déjà demandé par les communes de Royan, Vaux sur Mer et St Palais sur Mer. - Réserve 10 : les P 136 et 137 seront conservés en Prescriptions comme déjà répondu aux communes de Royan, Vaux sur Mer et St Palais sur Mer. - Réserve 11 : la P 149 [P 147] est conservée en Prescription. La rédaction pourra être sensiblement modifiée (en fonction du contexte.) - Réserve 12 : la prescription est souple, chaque commune y répond en fonction des enjeux qu'elle aura identifiés et de la réponse qu'elle souhaite y donner. La P 160 [P 155] est conservée en Prescription. - Réserve 13 : la P 270 [P 260] est conservée en Prescription, elle découle du DAAC. 2 centralités sont identifiées sur la commune (Les Mathes et La Palmyre). - Réserve 14 : la P 281 [P 271] est conservée en Prescription. Il n'est pas souhaité revoir la stratégie touristique travaillée au niveau intercommunal. - Remarque 1 : renvoi aux réserves 1 et 2. - Remarque 2 : la CARA prend note. - Remarque 3 : la CARA prend note. La mise en œuvre de la politique intercommunale au niveau des transports en commun est travaillée actuellement dans le cadre du Plan Mobilité Simplifiée. - Remarque 4 : renvoi à la réserve 4. - Remarque 5 : Les petites industries pourront s'implanter dans les ZAE en dehors des espaces à vocation commerciale. - Remarque 6 : la CARA prend note. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réserve 8 : DOO : évolution de la rédaction de la P 101 : « ...tout en préservant et valorisant... » est remplacé par « ...sous réserve de la préservation... » [DOO-II.3.1.2. - P 103 - page 41] - => cf réponse Royan/St Palais sur Mer - Réserve 11 : DOO : évolution de la rédaction de la P 149 : « au sein des <u>principales</u> opérations de développement urbain ». [DOO-II.4.3.5. -P 147 -page 54]
CHAILLEVETTE		<p>AVIS DEFAVORABLE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Demande que le secteur du Fer à Cheval soit défini en SDU 	<ul style="list-style-type: none"> - La CARA ne peut aller à l'encontre des jugements précédents. - Corriger les cartes/Texte en notant Chaillevette et en reprenant la C6 (voir remarque DDTM à ce sujet). 	<ul style="list-style-type: none"> - Le nom de Chaillevette sera mentionné sur les cartes en annexe du DOO (Pièce 3-2) - DOO : La coupure C6 est supprimée sur les cartes annexes au DOO et dans le tableau (partie III-16 – page 182). La Coupure C16 est transformée en C6 pour maintenir une numérotation cohérente. [DOO-III.16-page 125] + modifications de la carte annexe au DOO correspondante.

ENQUETE PUBLIQUE :

109 contributions

La CARA note une bonne participation permettant d'espérer que chacun ait pu s'exprimer sur les registres papier ou informatique, ainsi que par courrier.

Avant de répondre aux différentes remarques formulées, la CARA souhaite rappeler que le SCoT est un document stratégique, il définit une vision du territoire à 20 ans sur l'ensemble de la CARA et met en cohérence les différentes politiques publiques. Il ne s'agit pas d'un outil opérationnel. Le SCoT n'est ni un plan d'action, ni de gestion. La plupart des objectifs seront mis en œuvre et déclinés à la parcelle dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme communaux (Plan Locaux d'Urbanisme). Ceux-ci restent aujourd'hui, sur le territoire de la CARA, une compétence communale. Ainsi beaucoup de propositions faites seront discutées lors de l'élaboration du guide de mise en œuvre du SCoT à destination des communes, courant 2025.

Contributions ayant donné lieu à des avis négatifs :

Sur les 109 avis exprimés on note :

- 13 avis négatifs sur le registre de La Tremblade
- 17 avis négatifs dans les courriers (reportés sur le registre dématérialisé),
- 20 avis négatifs sur le registre dématérialisé

Soit en tout 50 avis négatifs motivés par :

- la non-reconnaissance comme telle d'une zone urbanisée dans les documents du SCoT le secteur dit « du Fer à Cheval » à Chaillevette,
- et, dans une moindre mesure, la non-reconnaissance comme telle du bourg de Chaillevette.

La pétition remise au commissaire enquêteur avait le même objet de « Garder le Fer à Cheval en zone déjà urbanisée (sic) ».

Souvent motivés par des intérêts personnels (perte de valeur des terrains devenus inconstructibles) ces avis doivent être analysés comme étant le résultat d'une grande incompréhension (pourquoi ce qui nous a été permis hier est-il interdit aujourd'hui ?), voire d'une détresse devant des projets annihilés (complément de revenus financiers, maison pour la retraite ou pour les vacances) face au « mur » de l'administration (en général) aveugle et sourde qui mène un procès à charge (mauvaise foi, données erronées, entêtement ...).

La plupart de ces avis demande un retour aux limites des zones constructibles définies par le PLU de 2008. Certains motivent :

- **Me JEAN MEIRE**, avocat de l'association les PLUmés explique que le secteur contesté regroupe 280 habitations, soit plus de 500 habitants. La jurisprudence et les applications actuelles de lois permettrait sans problème de requalifier cette zone en SDU - secteur déjà urbanisé. La Cour Administrative d'Appel de Bordeaux n'a jamais expressément indiqué que le secteur du Fer à cheval ne pouvait être qualifié de SDU en application de l'article L. 121-8 du CU. Au contraire, elle a expressément reconnu l'existence « d'autres espaces comportant des constructions regroupées les unes auprès des autres ». Par suite, et contrairement à ce qui est invoqué, aucune décision de justice ne fait expressément obstacle à ce que le secteur du « Fer à cheval » soit qualifié de SDU, d'autant plus, qu'en l'espèce, ce secteur remplit à l'évidence les critères du SCoT pour être identifié en tant que tel.
- **M. AUDEUD**, Paris, ajoute que le territoire de la commune se doit d'être respecté dans une logique de ruralité bien comprise comme les vues aériennes le montrent, en associant l'urbanisme qui existe déjà et qui peut encore s'étendre le long des rues aux espaces agricoles ou naturels abandonnés.
- **Mme BOULLET** : a émis également un avis défavorable au SCOT, non motivé.

Réponse de la CARA :

L'incompréhension peut s'expliquer par un PLU en vigueur depuis 2008 qui délimite ce secteur en zone constructible malgré la loi littoral et ses nombreuses jurisprudences.

Le projet de SCoT arrêté en 2019, prévoyait la délimitation de ce dernier en Secteur Déjà Urbanisé (SDU). Dans son avis, la DDTM demandait de supprimer ce SDU et de le basculer en espace diffus.

Les services de la CARA ont rencontré les Plumés de Chaillevette avec leur avocat le 23 mai 2023.

La Cour administrative d'appel de Bordeaux a, à l'occasion de plusieurs affaires distinctes, refusé que le secteur du « Fer à Cheval » soit classé en village ou encore en secteur déjà urbanisé ; cela encore récemment lors des requêtes du 20 juin 2019, n° 17BX03164, et du 18 juillet 2023, n° 22BX00082.

Autres contributions :

Ne sont repris dans le tableau ci-après que les remarques qui amènent des modifications au dossier.

Nom	Date de l'avis	Avis/Remarques	Manière dont la CARA souhaite y répondre	Document modifié
L'association MALINE - Mouvement d'Actions pour le Littoral, la		- les chiffres de croissance de la population de 1968 à 2018 pris en compte dans le SCoT	- Le décalage correspond au décalage entre la date des chiffres et leurs publications effectives par l'INSEE (3 ans) et au temps des études. Dans le rapport de présentation, un paragraphe sera ajouté	- Rapport de présentation : il est ajouté à la fin de la partie III un point « actualisation des données du diagnostic territorial » et

Nature et l'Environnement :		<p>doivent être actualisés ; Il en est de même pour la consommation d'eau potable,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il n'est pas fait mention du bassin à flot de La Tremblade inauguré en 2021, 	<p>avec les chiffres les plus récents afin de montrer que les grandes tendances observées sur le territoire n'ont pas évoluées. Nous mettrons les données présentées dans l'évaluation environnementale en cohérence avec les chiffres actualisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au sein de l'état initial de l'environnement, les consommations d'eau sont présentées pour l'année 2022. Il s'agit de l'année la plus récente disponible auprès de l'Agence de l'eau et de la BNPE. Cette donnée sera mise à jour au niveau du résumé non technique et de l'évaluation environnementale qui s'appuie sur les chiffres de 2021. - Cela sera ajouté dans le rapport de présentation, dans la partie III – Diagnostic territorial, activité conchylicole et activités portuaires (demande également faite par la DDTM) 	<p>dans l'Etat initial de l'environnement (partie IV) [TOME 1-III.11-pages 264 et suivantes]</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de présentation : mise à jour faite en Partie VII – point 1.5 (page 603) et mise en cohérence dans le résumé non technique - partie II - point 3.5 (page 50). [TOME 2-VII.1.5. -page 302] [TOME 1-II.3.5. -page 42] - Modification déjà faite suite aux remarques de la DDTM.
Les associations ARPE - Royan Patrimoine Environnement et RVE - Royan Vaux Environnement		<ul style="list-style-type: none"> - dans la prescription P 59, préciser : « privilégier les essences de préférence locales, les mieux adaptées au changement climatique et à la nature des sols » et que ces prescriptions s'appliquent aussi dans les espaces privés, - les dispositions prévues par la prescription P 89 marquent un progrès significatif dans la lutte contre l'imperméabilisation des sols, le traitement à la source des polluants et contre les îlots de chaleur mais doivent aller plus loin en interdisant les revêtements imperméables sur les parkings collectifs de moins de 30 places et en obligeant un pourcentage de surface minimum allouée aux végétalisation et plantation d'arbres ; en outre les communes devraient engager dès l'adoption du SCoT un plan de mise en œuvre de ces dispositions pour les parkings situés sur le domaine public et les parkings privés collectifs d'au moins 30 places ; la prescription P98 doit être complétée pour préciser que les arbres plantés dans les rues en ville disposent à leur pied d'un espace suffisant en terre meuble afin de pouvoir recevoir les eaux de pluie, - concernant le chapitre de la politique durable pour l'énergie et l'aménagement, le SCoT doit clarifier la trajectoire à suivre par secteur (transports, résidentiels...) qui permettra d'atteindre les objectifs de réduction de consommation ; la CARA pourrait utilement publier périodiquement des états d'avancement, - pour limiter l'usage de la voiture individuelle, la création de parkings temporaires lors des grands rassemblements est plus que souhaitable, 	<ul style="list-style-type: none"> - La CARA modifiera la rédaction de la prescription dans ce sens. Pour autant elle ne l'étendra pas aux espaces privés. Il n'existe pas d'outil d'urbanisme pour contrôler les plantations sur les espaces privés. - Il apparait difficile et pas souhaitable d'étendre aujourd'hui cette prescription aux zones de stationnement inférieures à 30 places. Par contre, en complément de la prescription 98, il pourra être recommandé de laisser un espace suffisant en terre meuble au pied des arbres. - L'état initial de l'environnement rappelle la mise en œuvre d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) au niveau de la CARA. La stratégie du PCAET identifie les objectifs chiffrés de la CARA, à horizon 2030 et 2050 en ce qui concerne la consommation d'énergie, la production d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre, les émissions de polluants atmosphériques et la séquestration carbone. Nous pourrions compléter l'état initial de l'environnement avec des éléments du PCAET et ces objectifs. - La CARA souhaite inciter à la mise en place de ce type de parking. Une recommandation dans ce sens pourra être ajoutée au DOO. 	<ul style="list-style-type: none"> - DOO : la P 59 a été modifiée comme suggéré [DOO-I.2.3.1. P 60 -page 31] - DOO : la P 98 est complétée dans ce sens. [DOO-I.2.3.6. P101 -page 38] - Rapport de présentation : des compléments sont apportés dans la partie IV-point 5, renommée Energie et pollutions (pages 450 à 471). [TOME 2-IV.5-pages 170 à 185] - DOO : une Recommandation a été ajoutée dans la partie II-point 6.2. [DOO-II.6.2- R 46 -page 70]
L'Association DEMAIN LES MATHES		<ul style="list-style-type: none"> - La carte 2 du DOO - annexes des espaces remarquables- est à revoir pour exclure les vastes espaces très artificialisés consacrés à des campings de la commune des Mathes. Ces espaces ont pourtant été exclus dans les zonages Natura 2000, - la commune, dans son avis sur le SCoT arrêté a émis une réserve concernant l'existence ancienne d'une continuité hydraulique entre 2 	<ul style="list-style-type: none"> - La carte 2 du DOO présentant les espaces remarquables sera vérifiée et le cas échéant modifiée afin que les campings exclus des zones Natura 2000 soient bien en dehors des espaces remarquables délimités, exceptés ceux délimité en ZICO qui restent en espace remarquable (conférer avis de la communes Les Mathes-La Palmyre). 	<ul style="list-style-type: none"> - DOO : les cartes ont été revues en conséquences : => cf réponse avis de la commune Les Mathes-La Palmyre

		zones humides : les marais doux de La Tremblade et de Saint-Augustin. Or cette connexion, au niveau du carrefour de la Barraque, est bien répertoriée sur une carte de l'annexe cartographique du règlement des zones concernées par la règle 2 du SAGE Seudre.	- Il ressort que la carte des zones humides prioritaires du SAGE Seudre présentée dans le règlement n'a pas une précision suffisante permettant d'affirmer la continuité des deux zones humides. En l'absence de données suffisamment précises, nous proposons de supprimer cette phrase de l'état initial de l'environnement (conférer avis de la communes Les Mathes-La Palmyre)	=> cf réponse avis de la commune Les Mathes-La Palmyre
Association des AMIS DE SAINT-PALAIS-SUR-MER		- les besoins d'accueil, estimés au doigt mouillé pour 10 000 habitants nouveaux d'ici 2040 qui favoriseraient une sobriété foncière, sont très douteux car la méthode d'évaluation des besoins n'est pas explicitée,	- Les objectifs démographiques reposent sur une étude INSEE et sont expliqués dans le rapport de présentation – Partie III – Point 2.6- Quel objectif de population en 2040 et Partie V – Point 2.2- Soutenir et accompagner la croissance démographique en cohérence avec l'armature urbaine. Ces explications pourront être étayées, notamment la méthodologie OTELO.	- Ces explications ont déjà été étayées dans le rapport de présentation en partie V point 2.2 (page 495). [TOME 2-V.2.2 -page 212]
Association ROYAN FRONT DE MER - ARFM		- quelle est l'origine des prévisions et des hypothèses de répartition des 10 200 logements ? Le manque actuel de logements pour les résidents à l'année est un frein pour l'accueil de familles et de personnes souhaitant avoir une activité professionnelle à l'année, d'où la nécessité de prévoir davantage de logements pour ces résidents, - concernant les créations ou réfections de parkings, le recours à des revêtements poreux perméables (type dalles alvéolées, chaussées drainantes...) devrait être systématique (revêtements imperméables proscrits) et un pourcentage significatif de végétalisation imposé ; afin de compenser toute réduction de la capacité de stationnement, la création de parkings décentralisés avec mise en place de navettes serait souhaitable. Par ailleurs, les arbres plantés en ville doivent disposer à leur pied d'un espace suffisant en terre végétale,	- Les objectifs démographiques reposent sur une étude INSEE et sont expliqués dans le rapport de présentation – Partie V – Point 2.2- Soutenir et accompagner la croissance démographique en cohérence avec l'armature urbaine. Leur déclinaison en nombre de logements s'est faite sur la base du modèle OTELO. Ces explications pourront être étayées en explicitant les principes de ce modèle. - Il n'apparaît pas souhaitable devant la diversité des situations d'imposer systématiquement. Il sera par contre ajouté la nécessité de laisser suffisamment de terre végétale au pied des arbres.	=> cf réponse précédente - DOO : la P 98 est complétée dans ce sens. [DOO-I.2.3.6. P101 -page 38]
M. et Mme PATERNAULT		- inciter les créations de citernes de récupération d'eau de pluie (P98),	- Cela peut être ajouté à la prescription 98.	- DOO : complément apporté à P 98 (page 54) [DOO-I.2.3.6. P101 -page 38]
M. le Maire de ETAULES		- demande rectification du SCoT : demande la suppression Espace boisé significatif entre L'île d'Etaules et Etaules qui en fait n'existe pas (erreur matérielle).	- Le site présente un boisement, pour partie aménagé pour la pratique de loisirs. Aucun zonage écologique ne couvre ce secteur et la continuité écologique du secteur avec les boisements plus étendus à l'est de la zone urbaine (les Fougerons) apparaît comme dégradée du fait des routes et aménagements présents (salle polyvalente et terrains de sport). De ce fait, nous ne voyons pas d'inconvénient à redimensionner ce secteur des espaces boisés significatifs de la CARA, comme demandé.	- DOO : la carte représentant les EBS a été modifiée en conséquence.[Carte en annexe du DOO, pièce 3-2]
Mme la Maire de LA TREMBLADE		- demande qu'apparaisse explicitement dans le DOO l'extension de l'usine de la Vinaigrerie dans la zone de Brassons-Brégaudières (projet piloté par la CARA).	- L'extension de la Vinaigrerie a bien été prise en compte dans le SCoT. La rédaction sera reprise de manière à éviter tout doute ou confusion.	- Rapport de présentation : précisions apportées <ul style="list-style-type: none"> ▪ partie V – 2.7.1 (page 508) [TOME 2-V.2.7.1 -page 221] ▪ partie VI – 2.1.3 (pages 568-569) [TOME 2-VI.2.1.3.-pages 272 et 273]
Mme GIRAUD		- demande le remplacement des mots « secteur déjà urbanisé de Dirée » par « village de Dirée » dans le DOO p. 180.	- La volonté de la CARA comme présenté lors de plusieurs réunions est bien de délimiter Dirée en village comme cela est mentionné sur la carte annexe au DOO. L'ensemble des documents du SCoT sera mis en cohérence, notamment le DOO.	- DOO : modification du texte dans le tableau sur la C2 dans la partie III – Point 16. (page 180) [DOO-III.16-page 124]

Une relecture finale a permis de mettre en cohérence les documents du SCoT ainsi modifiés (renvoi dans le rapport de présentation à des numéros de prescriptions ou recommandations du DOO, renvoi à des n° de page, carte ...) et de corriger des coquilles ou fautes d'orthographe. Dans ce cadre, sur la carte « Espaces agricoles terrestres en 2040 », les « P » renvoyant aux îlots de culture agricole à maintenir ont été ajoutés sur la carte pour faciliter la compréhension. Le dossier arrêté ainsi modifié pour prendre en compte les remarques formulées a été mis en page pour en faciliter la lecture, sans modifications autres de texte que celles précédemment exposées. Aussi les renvois notés entre parenthèses correspondent aux pages du dossier arrêté avant mise en page et entre crochets aux pages du dossier mis en page pour approbation.